

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 137

18 janvier 2008

### SOMMAIRE

<b>AIG Global Investment (Luxembourg) S.A.</b>	<b>6561</b>	<b>JSI Investments S.A.</b>	<b>6546</b>
.....		<b>Kebo International S.A.</b>	<b>6575</b>
<b>Amistà S.A.</b>	<b>6572</b>	<b>Kilux Soparfi S.A.</b>	<b>6570</b>
<b>Angerbach S.à r.l.</b>	<b>6547</b>	<b>kommunikations.lounge S.A.</b>	<b>6561</b>
<b>Apple Luxco 1 S.à r.l.</b>	<b>6534</b>	<b>Lagrev Investments S.A.</b>	<b>6533</b>
<b>Apple Luxco 2 S.à r.l.</b>	<b>6533</b>	<b>LBREP III Dame S.à r.l. &amp; Partners S.C.A.</b>	<b>6559</b>
<b>Bellevue Wormeldange</b>	<b>6557</b>	.....	
<b>By One European</b>	<b>6575</b>	<b>"Le Goût du Vin", S.à r.l.</b>	<b>6570</b>
<b>Captiva Capital II S.à r.l.</b>	<b>6559</b>	<b>"Le Goût du Vin", S.à r.l.</b>	<b>6570</b>
<b>C Fly Luxembourg S.A.</b>	<b>6560</b>	<b>LPCom</b>	<b>6575</b>
<b>Clorius Luxembourg GmbH</b>	<b>6558</b>	<b>LTW-Luxneon S.à r.l.</b>	<b>6560</b>
<b>Columbus</b>	<b>6573</b>	<b>Luna S.A.</b>	<b>6571</b>
<b>Comed</b>	<b>6531</b>	<b>Luna S.A.</b>	<b>6571</b>
<b>Construction Markets Holding</b>	<b>6530</b>	<b>Luna S.A.</b>	<b>6571</b>
<b>Dallco A.G.</b>	<b>6561</b>	<b>Luxemburg Luxury Design</b>	<b>6546</b>
<b>Deichthal S.A.</b>	<b>6572</b>	<b>Luximpex S.A.</b>	<b>6560</b>
<b>Deichthal S.A.</b>	<b>6572</b>	<b>Luximpex S.A.</b>	<b>6560</b>
<b>Dogan-Levage S.A.</b>	<b>6546</b>	<b>MeesPierson Real Estate Management S.A.</b>	<b>6556</b>
<b>European Assets Group Holding</b>	<b>6576</b>	.....	
<b>Evergreen S.A.</b>	<b>6558</b>	<b>Megasun.com S.à r.l. unipersonnelle</b>	<b>6556</b>
<b>Gemmeco</b>	<b>6576</b>	<b>Multi ImmoEast Master Luxembourg Soparfi S.à r.l.</b>	<b>6567</b>
<b>Gemmeco</b>	<b>6576</b>	<b>PEMSTAR Luxembourg S.à r.l.</b>	<b>6559</b>
<b>Hørve S.A.</b>	<b>6547</b>	<b>PEMSTAR Luxembourg S.à r.l.</b>	<b>6532</b>
<b>Hørve S.A.</b>	<b>6547</b>	<b>PIN Group AG</b>	<b>6574</b>
<b>HSBC Investment Funds (Luxembourg) S.A.</b>	<b>6557</b>	<b>Promotions de Luxe S.A.</b>	<b>6546</b>
.....		<b>Queristics Finance</b>	<b>6573</b>
<b>I.B.L. Luxembourg S.A.</b>	<b>6532</b>	<b>Shell Luxembourgeoise</b>	<b>6562</b>
<b>I.C.C.Luxembourg S.à r.l.</b>	<b>6569</b>	<b>Signature Pictures International S.A.</b>	<b>6532</b>
<b>I.C.C.Luxembourg S.à r.l.</b>	<b>6570</b>	<b>Société Générale Financière de Constructions Immobilières S.A.</b>	<b>6569</b>
<b>Impresa Costruzioni Ricostruzioni Estero, S.à r.l., en abrégé I.CO.RI. S.à r.l.</b>	<b>6569</b>	<b>SSCP Swaging</b>	<b>6547</b>
<b>International Fashion SA</b>	<b>6574</b>	<b>S.u.P. Gemini SICAV</b>	<b>6534</b>
<b>International Investment of Luxembourg Holding</b>	<b>6573</b>	<b>Taurus Euro Retail Holding S.à r.l.</b>	<b>6572</b>
<b>Investissement P.M.B. S.A. Holding</b>	<b>6574</b>	<b>Topglas Investments S.A.</b>	<b>6558</b>
<b>Investissement P.M.B. S.A. Holding</b>	<b>6573</b>	<b>United in Sports Management S.à r.l.</b>	<b>6576</b>
<b>ista Luxembourg GmbH</b>	<b>6558</b>	<b>Zetalux</b>	<b>6531</b>

**Construction Markets Holding, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 78.640.

—  
DISSOLUTION

L'an deux mille sept, le douze décembre.

Par-devant nous Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Maître Rita Reichling, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle au 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spéciale de:

FLAMINGO CAPITAL S.A., une société constituée et existant sous les lois de la République de Panama, établie et ayant son siège social à Arango-Orillac Building, 2nd Floor, East 54th Street, Panama-City (République de Panama),

en vertu d'une procuration générale lui donnée à Panama-City (République de Panama), en date du 30 mai 2005; une copie de ladite procuration générale, après avoir été signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

Laquelle personne comparante, ès-dites qualités qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

1.- Que la société CONSTRUCTION MARKETS HOLDING, une société anonyme holding, établie et ayant son siège social au 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 78.640, a été constituée suivant acte dressé par le notaire soussigné en date du 11 octobre 2000, lequel acte fut publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 341 du 10 mai 2001, page 16338 (ci-après «la Société»).

Les statuts de la Société ne furent pas modifiés depuis son acte de constitution.

2.- Que le capital social de la Société s'élève donc à deux cent quarante-huit mille euros (248.000,- EUR) et se trouve représenté par deux mille quatre cent quatre-vingts (2.480) actions ordinaires sans désignation de valeur nominale, toutes intégralement libérées en numéraire.

3.- Que sa mandante est devenue successivement propriétaire de la totalité des actions de la Société CONSTRUCTION MARKETS HOLDING.

4.- Qu'en tant qu'actionnaire unique sa mandante déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite Société, avec effet immédiat.

5.- Que sa mandante, agissant tant en sa qualité de liquidateur de la Société, qu'en qualité d'actionnaire unique de cette même Société, déclare en outre que l'activité de la Société a cessé, qu'elle est investie de tout l'actif, que le passif connu de ladite Société a été réglé ou provisionné et qu'elle s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; partant la liquidation de la Société CONSTRUCTION MARKETS HOLDING, est à considérer comme faite et clôturée.

6.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société dissoute.

7.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq (5) ans à l'ancien siège social de la Société dissoute, soit au 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

8.- Que la mandante s'engage à régler personnellement tous les frais des présentes.

Et à l'instant le mandataire de la partie comparante a présenté au notaire instrumentant le livre des actionnaires nominatifs de la Société, lequel a été annulé.

Pour les dépôt et publication à faire, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une expédition des présentes.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: R. Reichling, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 14 décembre 2007, Relation: EAC/2007/15825. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 18 décembre 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2008003605/239/54.

(070175371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

---

**Comed, Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 13, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 15.689.

*Extrait de l'Assemblée générale ordinaire tenue au siège social le 10 mai 2007 à 10.00 heures*

*Bureau*

La séance est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Monsieur John Castegnaro.  
Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Claude Müller, présent et acceptant.  
L'Assemblée appelle aux fonctions de scrutateurs Monsieur Alvin Sold et Madame Danièle Fonck présents et acceptants.

Le bureau ainsi constitué dresse et clôture la liste de présence.

*Résolutions*

*5<sup>ème</sup> résolution*

L'Assemblée générale renomme aux fonctions de Commissaire aux comptes pour une période de un an, PricewaterhouseCoopers.

Cette résolution est prise à l'unanimité.

Résolutions extraites et conformes au Procès-verbal de l'Assemblée générale.

Esch-sur-Alzette, le 19 juillet 2007.

A. Sold

*Administrateur*

Référence de publication: 2008003446/2215/25.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juillet 2007, réf. LSO-CG10561C. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070119723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2007.

**Zetalux, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-1660 Luxembourg, 22, avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 30.717.

*Décision du Conseil d'Administration du 15 décembre 2006*

Le Conseil d'Administration tient à faire part des modifications suivantes aux fins de publication au Mémorial C:

1. La gestion de la société mère de ZETALUX, GROUPE ZANNIER BELGIUM S.A. est assurée par:

- ZANNIER S.A.S., Z.I. Clos Marquet, F-42200 St Chamond, elle-même représentée par Monsieur François Seris;
  - Madame Maria Lemahieu;
  - Monsieur Bernard-Alexis Molter; 850, route de Cellieu, F 42420 La Grand Croix
- Pouvant engager la société sous leur signature conjointe à deux.

2. Le Conseil d'Administration de la société mère de ZETALUX, GROUPE ZANNIER BELGIUM S.A., a délégué la gestion journalière de la société à Madame Maria Lemahieu, administrateur, demeurant Magdalena Vermeeschlaan 19, B-2540 Hove, qui est en conséquence administrateur-délégué et qui a accepté cette fonction. L'Administrateur-délégué a tous les pouvoirs les plus étendus, concernant la gestion journalière de la société.

L'Administrateur-délégué a, dans ce cadre, pouvoir d'engager la société en agissant seul.

Les fonctions de délégué à la gestion journalière de Madame Maria Lemahieu prendront fin en même temps que ses fonctions d'administrateur.

3. Le siège de GROUPE ZANNIER BELGIUM S.A. est 303, avenue Van Volxem, B-1190 Bruxelles.

4. Suite à la modernisation du Registre de Commerce belge, la société belge est immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0400 581 195.

*Pour ZETALUX*

GROUPE ZANNIER BELGIUM S.A.

M. Lemahieu

Référence de publication: 2008003460/322/29.

Enregistré à Luxembourg, le 14 mars 2007, réf. LSO-CC03479. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070111537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2007.

**PEMSTAR Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 76.149.

Suite au dépôt B 76.149 déposé le 29 août 2007 L070115364.05, il n'y a pas lieu de lire le Bilan consolidé à 31 mars 2003, mais Le Bilan et l'affectation des résultats au 31 mars 2003.

Le Bilan et l'affectation des résultats au 31 mars 2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2007.

PEMSTAR LUXEMBOURG S.à r.l.  
MANACOR (LUXEMBOURG) S.A.

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2008003452/683/19.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2007, réf. LSO-CH07689. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070119784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2007.

**I.B.L. Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 7, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 27.007.

*Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 mai 2007*

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 mai 2007 ont été pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée accepte les démissions de:

- Monsieur Emmanuel Vernet, administrateur de société, demeurant au 20, rue du Conseil General, CH-1200 Geneve, Suisse
- Monsieur Carlo Wetzel, expert-comptable; demeurant au 11, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg;
- Monsieur Claude Boumendil, administrateur de société, demeurant au 46, rue de Melun, F-77090 Collegien, France.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de nommer en remplacement des administrateurs sortent :

- Monsieur Edgard Depauw, administrateur de société, demeurant au 30, Clos du Zavelenberg, B-1082 Belgique;
- Monsieur Theo Vandercappellen, administrateur de société, demeurant au 8, Wipstraat, B-3070 Konterberg, Belgique;
- Société INTERNATIONAL LEASING, siège social au 56/58, de la Croix de Fer, B-1000 Bruxelles,

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale de 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008003462/4906/26.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juillet 2007, réf. LSO-CG10386C. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070122190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2007.

**Signature Pictures International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.  
R.C.S. Luxembourg B 94.655.

Par un courrier recommandé en date du 23 août 2007 aux actionnaires de la société, Monsieur Jean Zeimet, demeurant à L-2146 Luxembourg, 51-53, rue de Merl, a démissionné de son mandat d'administrateur de la société SIGNATURE PICTURES INTERNATIONAL SA, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 94.655.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008003458/1137/15.

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2007, réf. LSO-CI02247. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070122395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2007.

**Lagrev Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 110.680.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement le 16 octobre 2007 que:

1. L'Assemblée a ratifié la cooptation de Monsieur Patrick Moinet en date du 15 décembre 2006 au poste d'administrateur en remplacement de Monsieur David De Marco.

2. Ont été réélus administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'Assemblée générale statuant sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011:

- Monsieur Bruno Beernaerts,
- Monsieur Alain Lam,
- Monsieur Patrick Moinet.

3. La démission du Commissaire CERTIFICA LUXEMBOURG S.à.r.l. société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 54, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg a été acceptée.

4. Est nommé Commissaire en remplacement de CERTIFICA LUXEMBOURG S.à.r.l., la société BF CONSULTING S.à.r.l. société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

Le mandat du nouveau Commissaire prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008002720/6312/28.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2007, réf. LSO-CL05378. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2007.

**Apple Luxco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.895.

—  
RECTIFICATIF

Suite au dépôt B 117.895 déposé le 29 août 2007 L070115356.04, il n'y a pas lieu de lire le Bilan consolidé à 31 décembre 2006, mais Le Bilan et l'affectation des résultats au 31 décembre 2006.

Le Bilan et l'affectation des résultats au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2007.

APPLE LUXCO 2 S.à r.l.

MANACOR (LUXEMBOURG) S.A.

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2008003448/683/20.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2007, réf. LSO-CH07693. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070119790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2007.

**Apple Luxco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 117.897.

—  
RECTIFICATIF

Suite au dépôt B 117.897 déposé le 29 août 2007 L070115362.04, il n'y a pas lieu de lire le Bilan consolidé à 31 décembre 2006, mais Le Bilan et l'affectation des résultats au 31 décembre 2006.

Le Bilan et l'affectation des résultats au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2007.

APPLE LUXCO 1 S.à r.l.

MANACOR (LUXEMBOURG) S.A.

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2008003449/683/20.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2007, réf. LSO-CH07691. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070119789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2007.

**S.u.P. Gemini SICAV, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 134.321.

—  
STATUTEN

Im Jahre zweitausendundsieben, am fünften November.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Anja Holtz, mit dem Amtssitz in Wiltz.

Ist erschienen:

Die DZ BANK INTERNATIONAL S.A., mit Sitz in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 15.579

hier vertreten durch Frau Dörthe Hirschmann, Bankangestellte, wohnhaft in Luxemburg, Prokuristin.

Die erteilten Vollmachten, ordnungsgemäß durch die Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleiben diesem Dokument beigelegt, um mit demselben registriert zu werden.

Der Erschienene hat in Ausführung seiner Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft, welche zwischen den ihnen bestehen soll, wie folgt zu beurkunden:

**Art. 1. Name.** Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche zukünftig Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, SICAV-FIS) gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das «Gesetz von 2007») unter dem Namen S.u.P. GEMINI SICAV (die «Investmentgesellschaft» oder «der Fonds»).

**Art. 2. Sitz der Investmentgesellschaft.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland gegründet werden.

Sofern nach Ansicht des Verwaltungsrats außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Investmentgesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Investmentgesellschaft keinen Einfluss haben. Die Investmentgesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

**Art. 3. Dauer.** Die Investmentgesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

**Art. 4. Gegenstand der Investmentgesellschaft.** Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Investmentgesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007.

**Art. 5. Investmentgesellschaftskapital.** Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem Gesamtnettovermögen der Investmentgesellschaft gemäß nachfolgendem Artikel 12 entsprechen. Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die Investmentgesellschaft oder des Rückkaufs von Aktien durch die Investmentgesellschaft erhöhen oder vermindern. Das Gesellschaftskapital wird in Euro ausgedrückt und hat sich zu jedem Zeitpunkt mindestens auf eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- Euro) zu belaufen. Dieses Mindestgesellschaftskapital ist innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Investmentgesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht zu erreichen.

Das Gründungskapital beträgt 31.000,- Euro und ist in 310 Aktien ohne Nennwert eingeteilt.

Der Verwaltungsrat kann bestimmen, dass innerhalb des Fonds eine oder mehrere Aktienklassen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifischen Merkmale wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Verkaufsprospekt der Investmentgesellschaft beschrieben.

Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe der Aktien werden gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospektes der Investmentgesellschaft in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, entsprechend der durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagepolitik und unter Beachtung der gesetzlich festgelegten oder durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagegrenzen.

**Art. 6. Aktien und Aktienzertifikate.** Der Verwaltungsrat entscheidet, ob Aktien der Investmentgesellschaft als Namensund oder Inhaberaktien ausgegeben werden. Sofern Zertifikate über Inhaberaktien ausgegeben werden, werden sie in der Stückelung ausgegeben, wie dies der Verwaltungsrat bestimmt.

Für Namensaktien wird ein Aktionärsregister am Firmensitz der Investmentgesellschaft geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie ggf. das Datum der Übertragung jeder Aktie. Die Eintragung im Aktionärsregister wird durch eine oder mehrere vom Verwaltungsrat bestimmte Person(en) unterzeichnet und gilt als Nachweis der Berechtigung des Aktionärs an solchen Namensaktien.

Der Verwaltungsrat wird beschließen, ob Aktienzertifikate über einen solchen Eintrag ausgegeben werden oder ob der Aktionär eine Bestätigung der Eintragung im Aktionärsregister erhält.

Sofern Inhaberaktien ausgegeben werden, können Namensaktien in Inhaberaktien und Inhaberaktien in Namensaktien auf Antrag des Aktionärs umgetauscht werden. Ein Umtausch von Namensaktien in Inhaberaktien erfolgt durch die Ungültigerklärung der -gegebenenfalls über die Namensaktien ausgestellten- Zertifikate und durch Ausgabe eines oder mehrerer Inhaberaktienzertifikate, welche die ungültig erklärten Namenszertifikate ersetzen; der Vorgang wird im Aktienregister zum Nachweis dieser Ungültigerklärung eingetragen.

Der Umtausch von Inhaberaktien in Namensaktien erfolgt durch Ungültigerklärung der Aktienzertifikate über die Inhaberaktien und gegebenenfalls durch Ausgabe von Aktienzertifikaten über Namensaktien an deren Stelle; zum Nachweis dieser Ausgabe erfolgt ein Eintrag im Aktienregister. Nach Ermessen des Verwaltungsrates können die Kosten eines solchen Umtausches dem antragstellenden Aktionär belastet werden.

Sofern Aktienzertifikate ausgegeben werden, werden diese binnen eines Monats nach Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen der gezeichneten Aktien eingegangen sind. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Eine der beiden Unterschriften kann durch eine Person erfolgen, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat bevollmächtigt wurde.

Aktien werden ausschließlich an sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ausgegeben, d.h. an institutionelle oder professionelle Anleger oder solche Anleger, die ein schriftliches Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Anleger abgeben und (1) mindestens 125.000,- Euro in die Investmentgesellschaft investieren oder (2) über eine Einstufung seitens eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihren Sachverstand, ihre Erfahrung und Kenntnisse bestätigt, um die Anlage in die Investmentgesellschaft angemessen beurteilen zu können, vorlegen.

Eine Übertragung von Aktien bedarf der vorherigen Zustimmung der Investmentgesellschaft und ist nur möglich, wenn der Käufer ein sachkundiger Anleger im Sinne Gesetzes von 2007 ist und wenn er voll und ganz etwaige restliche Verpflichtungen gegenüber der Investmentgesellschaft übernimmt.

Falls ein Aktionär Aktien der Investmentgesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 sein.

Sofern sowohl Inhaberaktien als auch Namensaktien ausgegeben werden, erfolgt die Übertragung von Inhaberaktien durch Übergabe der entsprechenden Aktienzertifikate. Die Übertragung einer Namensaktie wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräußerer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben wird, sowie durch Einreichung des Aktienzertifikates, falls ausgegeben, durchgeführt. Die Investmentgesellschaft kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen.

Jeder Inhaber von Namensaktien muss der Investmentgesellschaft seine Adresse zwecks Eintragung im Aktionärsregister mitteilen. Weicht diese von der Adresse seiner Administration ab, kann er zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft zugunsten von Inhabern von Namensaktien können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden. Der Aktionär kann jederzeit schriftlich bei der Investmentgesellschaft die Änderungen seiner Adresse im Register beantragen.

Sofern ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Investmentgesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktionärsregister eingetragen wird. Die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz der Investmentgesellschaft sein, bis der Aktionär der Investmentgesellschaft eine andere Adresse mitteilt.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung eingegangen ist.

Die Investmentgesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Investmentgesellschaft die Ausübung der mit dem Aktienbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Investmentgesellschaft vertritt.

Die Investmentgesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Investmentgesellschaft auf einer pro rata-Basis.

Im Falle von Inhaberaktien werden nur Zertifikate über ganze Aktien ausgegeben.

**Art. 7. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten.** Kann ein Aktionär gegenüber der Investmentgesellschaft in überzeugender Form nachweisen, dass ein Aktienzertifikat über eine ihm gehörende Aktie abhanden gekommen oder zerstört worden ist, wird die Investmentgesellschaft auf seinen Antrag ein Ersatzzertifikat ausgeben. Diese Ausgabe unterliegt den von der Investmentgesellschaft aufgestellten Bedingungen, mit inbegriffen eine Entschädigung, eine Urkundeüberprüfung oder Urkundenforderung, die durch eine Bank, einen Börsenmakler oder eine andere Partei zur Zufriedenheit der Investmentgesellschaft unterschrieben sein muss. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikates, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Aktienzertifikate können durch die Investmentgesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Aktienzertifikate sind an die Investmentgesellschaft zurückzugeben und werden von derselben sofort für ungültig erklärt.

Die Investmentgesellschaft ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für solche Kosten zu verlangen, die durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Aktienzertifikates oder durch die Annullierung und Zerstörung des Originalaktienzertifikates entstanden sind.

**Art. 8. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien.** Aktien an der Investmentgesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Gesetzes von 2007 vorbehalten. Darüber hinaus kann die Investmentgesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte sachkundige Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Investmentgesellschaft geht; oder
- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
- bewirken kann, dass die Investmentgesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird; oder
- den Interessen der Investmentgesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Investmentgesellschaft:

- a) die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktionärsregister verweigern,
- b) Aktien zwangsweise zurücknehmen,
- c) bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Investmentgesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

**Art. 9. Ausgabe von Aktien.** Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann für den Fonds die Häufigkeit der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Aktienklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Investmentgesellschaft ausgegeben werden.

Der Ausgabepreis ist bei Ausgabe der Aktien gänzlich oder teilweise auf die Weise zu entrichten, wie sie der Verwaltungsrat für den Fonds bestimmt und im Verkaufsprospekt nennt und ausführlich beschreibt.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für den Fonds zusätzliche Zeichnungsbedingungen zu bestimmen, wie beispielsweise Mindestzeichnungsbeträge, die Zahlung von Ausgabeaufschlägen oder Ausgleichszinsen oder das Bestehen von Eigentumsbeschränkungen. Diese Bedingungen werden im Verkaufsprospekt genannt und ausführlich beschrieben.



Der Verwaltungsrat kann an jedem seiner Mitglieder, jedem Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Aktien in Empfang zu nehmen und diese Aktien auszuliefern.

Die Investmentgesellschaft kann im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft zwingend vorsehen, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, sofern eine solche Lieferung von Wertpapieren der Anlagepolitik des Fonds entspricht und innerhalb der Anlagebeschränkungen der Investmentgesellschaft und der Anlagepolitik des Fonds erfolgt. Sämtliche Kosten im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren sind von den betreffenden Aktionären zu tragen.

Aktien müssen voll eingezahlt werden. Neu ausgegebene Aktien haben dieselben Rechte wie die Aktien, die am Tage der Aktienaussgabe in Umlauf waren.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Aktien auszusetzen.

**Art. 10. Rücknahme von Aktien.** Jeder Aktionär kann innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Aktien durch die Investmentgesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für den Fonds festgelegt werden, verlangen. Der Rücknahmepreis pro Aktie wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche fünf Werktage ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Inhaberanteile und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Aktien bei der Investmentgesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 13 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 12 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Aktien. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Anteilwert von Aktien, welche durch einen Aktionär in einer Aktienklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Verwaltungsrat als Mindestzahl bzw. -wert festgelegt wurden, kann dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Aktienbesitzes des Aktionärs in dieser Aktienklasse behandelt werden.

Wenn des weiteren an einem Bewertungstag die gemäß diesem Artikel gestellten Rücknahmeanträge und die gemäß Artikel 11 dieser Satzung gestellten Umtauschanträge einen bestimmten Umfang übersteigen, wie dieser vom Verwaltungsrat festgelegt wird, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- oder Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der Interessen aller Aktionäre für erforderlich gehalten wird. Nicht ausgeführte Rücknahmeanträge werden in diesen Fällen am nächstfolgenden Bewertungstag vorrangig berücksichtigt.

Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Investmentgesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Aktionär, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Aktionär aus dem Portfolio der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Aktienklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 12) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Aktien zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Aktionäre der entsprechenden Aktienklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Der Verwaltungsrat kann eine zwangsweise Rücknahme der Aktien eines Aktionärs beschließen, wenn er der Ansicht ist, dass (i) der Besitz von Aktien des betroffenen Aktionärs zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Investmentgesellschaft geht oder (ii) einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann (insbesondere, wenn es sich bei dem betroffenen Aktionär nicht oder nicht mehr um einen Anleger im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 handelt) oder (iii) bewirken kann, dass die Investmentgesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird oder (iv) den Interessen der Investmentgesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Des weiteren kann der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile der Investmentgesellschaft zurückzukaufen, um auf die Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermögenswerten an die Aktionäre auszuzahlen. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Aktionäre und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der Investmentgesellschaft.

Der Rücknahmepreis entspricht in diesen Fällen dem Anteilwert am Tag der Rücknahme.

Die von der Investmentgesellschaft zurückgekauften Aktien des Kapitals werden in den Büchern der Investmentgesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig Bankarbeitstage nach dem letzten Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt.

**Art. 11. Umtausch von Aktien.** Sofern durch den Verwaltungsrat im Verkaufsprospekt nicht anderweitig festgelegt ist jeder Aktionär berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse des Fonds zu verlangen. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs Beschränkungen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Der Preis für den Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse des Fonds wird auf der Grundlage des jeweiligen Anteilwertes der beiden Aktienklassen an demselben Bewertungstag beziehungsweise zu demselben Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag berechnet.

Sofern die Zahl der von einem Aktionär in einer Aktienklasse gehaltenen Aktien oder der gesamte Anteilwert der von einem Aktionär in einer Aktienklasse gehaltenen Aktien aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Investmentgesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Aktionär in einer solchen Aktienklasse gehaltenen Aktien behandelt wird.

Aktien, welche in Aktien an einer anderen Aktienklasse umgetauscht wurden, werden entwertet.

**Art. 12. Anteilwert.** Der Anteilwert pro Aktie jeder Aktienklasse wird in der jeweiligen Fondswährung - wie im Verkaufsprospekt festgesetzt - in dem vom Verwaltungsrat bestimmten und im Verkaufsprospekt aufgeführten Rhythmus, mindestens jedoch einmal pro Monat («Bewertungstag») berechnet und in der Regel in der Währung der einzelnen Aktienklassen ausgedrückt.

Er wird durch Division der Nettovermögenswerte der Investmentgesellschaft, das heißt der einer solchen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der dieser Aktienklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten, durch die Zahl der an diesem Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien der entsprechenden Aktienklasse gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln berechnet. Der Anteilwert kann auf die nächste gängige Untereinheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten erfolgten, auf denen ein wesentlicher Anteil der jeweiligen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, kann der Verwaltungsrat im Interesse der Aktionäre und der Investmentgesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Aktienklassen wird wie folgt vorgenommen:

*I. Die Vermögenswerte der Investmentgesellschaft beinhalten*

- (1) Die im Fondsvermögen enthaltenen Zielfondsaktien;
- (2) Alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (3) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge, (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte, Wertpapiere);
- (4) alle Aktien und andere, Aktien gleichwertige Wertpapiere; alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Investmentgesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Investmentgesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
- (5) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Investmentgesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Investmentgesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
- (6) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Investmentgesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widerspiegelt werden;
- (7) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Investmentgesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Aktien an der Investmentgesellschaft;
- (8) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

- (a) Die im Fonds enthaltenen offenen Zielfondsaktien werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.
- (b) Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlags ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.
- (c) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einer Börse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an der Börse, welche normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse bzw. an jenem geregelten Markt maßgebend, welcher der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist.

(d) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Preises ermittelt.

(e) Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (c) oder (d) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.

(f) Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen von der Investmentgesellschaft gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Anteilwert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet.

(g) Der Wert von Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse notiert oder auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden und eine Restlaufzeit von weniger als 12 Monaten und mehr als 90 Tagen aufweisen, entspricht dem jeweiligen Nennwert zuzüglich hierauf aufgelaufener Zinsen. Geldmarktinstrumente mit einer Restlaufzeit von höchstens 90 Tagen werden auf der Grundlage der Amortisierungskosten, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird, ermittelt.

(h) Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem vom Verwaltungsrat auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, welche nicht in der Währung des Fonds ausgedrückt ist, wird in diese Währung zu den zuletzt bei der Depotbank verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem vom Verwaltungsrat aufgestellten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemessenen Bewertung eines Vermögenswertes der Investmentgesellschaft für angebracht hält.

#### *II. Die Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft beinhalten*

- (1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;
- (2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Investmentgesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);
- (3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Investmentgesellschaft);
- (4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Investmentgesellschaft);
- (5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag entsprechend der Bestimmung durch die Investmentgesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft für angemessen hält;
- (6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Investmentgesellschaft sämtliche von der Investmentgesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Zentralverwaltungs- und Domizilierungsstelle, Register- und Transferstelle, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahl- oder Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Investmentgesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Investmentgesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratssitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Investmentgesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Verkaufsprospekten, Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Aktionäre, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Investmentgesellschaft kann

Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

### *III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden*

Innerhalb des Fonds können eine oder mehrere Aktienklassen eingerichtet werden:

a) Sofern mehrere Aktienklassen ausgegeben sind, werden die diesen Aktienklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des Fonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat Aktienklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iv) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Aktionäre oder sonstiger Gebühren und/oder (v) unterschiedlichen Währungen oder Währungseinheiten, auf welche die jeweilige Aktienklasse lauten soll und welche unter Bezugnahme auf den Wechselkurs im Verhältnis zur Fondswährung gerechnet werden, und/oder (vi) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Aktienklasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Fondswährung abzusichern und/oder (vii) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entsprechen;

b) Die Erträge aus der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse werden in den Büchern der Investmentgesellschaft der Aktienklasse beziehungsweise den Aktienklassen zugeordnet, welche an dem Fonds ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte, welche der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen werden der (den) ausgegebenen Aktienklasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet;

d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Investmentgesellschaft derselben Aktienklasse beziehungsweise denselben Aktienklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Aktienklasse (n) in Anrechnung gebracht;

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft nicht einer bestimmten Aktienklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Aktienklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteilwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet;

f) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre einer Aktienklasse wird der Anteilwert dieser Aktienklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und ausulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Investmentgesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Investmentgesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Aktionäre bindend.

### *IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen*

1. Zur Rücknahme ausstehende Aktien der Investmentgesellschaft gemäß Artikel 10 dieser Satzung werden als bestehende Aktien behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Investmentgesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft;

2. Auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Aktien behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Investmentgesellschaft besteht eine Forderung zu Gunsten der Investmentgesellschaft;

3. alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung des Fonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

4. sofern an einem Bewertungstag die Investmentgesellschaft sich verpflichtet hat

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Investmentgesellschaft als Vermögenswert der Investmentgesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Investmentgesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Investmentgesellschaft aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Investmentgesellschaft geschätzt wird.

**Art. 12. Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes.** Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Berechnung des Anteilwertes der Aktien in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Investmentgesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen des Fonds unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;
- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens des Fonds nicht bestimmt werden kann;
- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung des Fonds verhindern;
- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Investmentgesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung der Anteilwerte wird den Aktionären per Post oder E-Mail an die im Aktionärsregister eingetragenen Adressen mitgeteilt.

**Art. 13. Verwaltungsrat.** Die Investmentgesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionär an der Investmentgesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Dauer von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären im Rahmen der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die fehlende Stelle zeitweilig ausfüllen; die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

**Art. 14. Befugnisse des Verwaltungsrates.** Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 20 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

**Art. 15. Übertragung von Befugnissen.** Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Investmentgesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Investmentgesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Investmentgesellschaft kann, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Investmentgesellschaft beschrieben, einen Anlageberatungsvertrag mit einer oder mehreren Gesellschaft(en) («Anlageberater») abschließen, welche im Hinblick auf die Anlagepolitik der Investmentgesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll(en). Der Verwaltungsrat kann einen Investmentbeirat für den Fonds berufen und deren Vergütung festsetzen. Dieser Beirat soll aus fachkundigen Personen mit entsprechender Erfahrung bestehen. Der Beirat hat lediglich eine beratende Funktion und trifft keinerlei Anlageentscheidungen. Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden übertragen.

**Art. 16. Verwaltungsratssitzung.** Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens acht Tage vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung mit schriftlich, per Telegramm, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel erteilter Vollmacht durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder eine andere Person vertreten lassen. Ein einziges Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telephonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Sofern sämtliche Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und sich damit einverstanden erklären, kann auf die ordnungsgemäße Einberufung verzichtet werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder können die Investmentgesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

**Art. 17. Zeichnungsbefugnis.** Gegenüber Dritten wird die Investmentgesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

**Art. 18. Vergütung des Verwaltungsrates.** Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

**Art. 19. Anlagepolitik.** Die Vermögenswerte der Investmentgesellschaft werden nach dem Grundsatz der Risikotrennung in Wertpapieren und anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt, unter Berücksichtigung der Anlageziele und Anlagegrenzen der Investmentgesellschaft, wie sie in dem von der Investmentgesellschaft herausgegebenen Verkaufsprospekt beschrieben werden, sowie unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes von 2007. Die betreffenden Beteiligungen können entweder direkt oder über Tochtergesellschaften gehalten werden.

**Art. 20. Generalversammlung.** Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Investmentgesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Investmentgesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg-Stadt an einem in der Einladung angegebenen Ort am zweiten Mittwoch des Monats April um 11.00 Uhr abgehalten. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensaktien muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Aktionäre ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten).

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Investmentgesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 21. Generalversammlungen der Aktionäre einer Aktienklasse.** Die Aktionäre einer Aktienklasse können zu jeder Zeit Generalversammlungen im Hinblick auf alle Fragen, welche diese Aktienklasse betreffen, abhalten.

Die relevanten Bestimmungen in Artikel 21 sind auf solche Generalversammlungen analog anwendbar.

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung der Aktionäre einer Aktienklasse durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Investmentgesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Generalversammlung einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 22. Depotbank.** In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Investmentgesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor («Depotbank») abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch die Investmentgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

**Art. 23. Wirtschaftsprüfer.** Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Investmentgesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Investmentgesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

**Art. 24. Geschäftsjahr.** Das Rechnungsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 1. Januar jeden Jahres und endet am 31. Dezember des folgenden Jahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 31. Dezember 2008.

Der Jahresabschluss der Investmentgesellschaft wird in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro, aufgestellt.

**Art. 25. Ausschüttungen.** Die Generalversammlung einer Aktienklasse wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag aus dem Fonds zu verwenden ist, sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Aktienklasse kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen auf die Inhaber von Namensaktien erfolgt an deren im Aktionärsregister vermerkte Adressen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zu Gunsten der ausgegebenen Aktienklasse(n).

Auf Ausschüttungen, welche von der Investmentgesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

**Art. 26. Auflösung der Investmentgesellschaft.** Die Investmentgesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des für Satzungsänderungen erforderlichen Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalver-

sammlung entscheidet ohne Anwesenheitsquorum mit der einfachen Mehrheit der auf dieser Versammlung vertretenen Aktien.

Die Frage der Auflösung der Investmentgesellschaft wird der Generalversammlung durch den Verwaltungsrat auch dann vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt. In diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Anwesenheitsquorum beschließen und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Gesellschaftskapital unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gefallen ist, abgehalten werden kann.

**Art. 27. Auflösung und Verschmelzung von Fonds.** Der Verwaltungsrat kann beschließen, mehrere Aktienklassen zusammenzulegen, oder eine oder den Fonds oder eine oder mehrere Aktienklassen aufzulösen, indem die betroffenen Aktien entwertet werden und den betroffenen Aktionäre der Anteilwert der Aktien des Fonds oder der Aktienklassen zurückerstattet wird. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls beschließen, den Fonds mit einem anderen spezialisierten Investmentfonds nach dem Gesetz von 2007 oder einem luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen («OGA») nach dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen oder einem Teilfonds eines solchen spezialisierten Investmentfonds oder eines solchen OGA zu verschmelzen.

Der Verwaltungsrat ist befugt, einen der vorgenannten Beschlüsse zu fassen

- im Falle einer wesentlichen Änderung der sozialen, politischen oder wirtschaftlichen Lage in den Ländern, in denen Anlagen für den Fonds getätigt werden oder in denen die Aktien des Fonds vertrieben werden, oder
- sofern der Wert der Vermögenswerte des Fonds derart fällt, dass eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung des Fonds nicht mehr gewährleistet werden kann, oder
- im Rahmen einer Rationalisierung.

Der Liquidationserlös, der von Aktionär nach Abschluss der Liquidation nicht gefordert wurde, bleibt bei der Depotbank für einen Zeitraum von sechs Monaten deponiert und wird anschließend bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo er nach 30 Jahren verfällt.

Der Beschluss des Verwaltungsrates gemäß dem ersten Absatz dieses Artikels über die Verschmelzung des Fonds wird den betroffenen Aktionären mitgeteilt. In diesem Fall ist es den betroffenen Aktionären erlaubt, während der Mindestdauer eines Monats ab dem Datum der erfolgten Mitteilung die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch aller oder eines Teils ihrer Aktien zu dem anwendbaren Anteilwert zu beantragen. Nach Ablauf dieser Periode ist die Verschmelzung für alle verbleibenden Aktionäre bindend. Im Falle der Verschmelzung einer oder mehrerer Aktienklassen der Investmentgesellschaft mit einem luxemburgischen «fonds commun de placement» bzw. «fonds commun de placement - FIS» ist der Beschluss jedoch nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Aktionäre bindend, bei allen anderen Aktionäre wird davon ausgegangen, dass sie einen Antrag auf Rücknahme ihrer Aktien gestellt haben.

Der Erlös aus der Auflösung von Aktien, der von den Aktionäre nach erfolgter Auflösung einer Aktienklasse nicht gefordert wurde, wird bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo er nach 30 Jahren verfällt.

Die Investmentgesellschaft hat die Aktionäre durch Veröffentlichung einer Rücknahmeankündigung in einer vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitung hierüber zu informieren. Sind alle betroffenen Aktionäre und ihre Adressen der Investmentgesellschaft bekannt, so erfolgt die Rücknahmeankündigung mittels Brief an diese Adressaten.

**Art. 28. Liquidation.** Die Liquidierung wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

Der Netto-Liquidationserlös der Investmentgesellschaft wird von den Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis zu ihrem Aktienbesitz verteilt. Der Verwaltungsrat kann im Verkaufsprospekt genauer regeln, wie in Hinblick auf die verschiedenen Aktienklassen verfahren wird.

Wird die Investmentgesellschaft liquidiert, so erfolgt die Liquidation in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen. Diese Bestimmungen spezifizieren die Verteilung der Liquidationserlöse und sehen die Hinterlegung bei der Caisse de Consignation für alle Beträge vor, die bei Abschluss der Liquidation von den Aktionären nicht eingefordert wurden. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Fristen nicht eingefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

**Art. 29. Änderungen der Satzung.** Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorumserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaft einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen (das «Gesetz von 1915») unterliegt, geändert werden.

**Art. 30. Interessenkonflikte.** Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Investmentgesellschaft und einer anderen Investmentgesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Investmentgesellschaft an dieser anderen Investmentgesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Investmentgesellschaft, wel-



che als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Investmentgesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Investmentgesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Investmentgesellschaft ein den Interessen der Investmentgesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

«Entgegengesetztes Interesse» entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfaßt, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen benannt werden.

**Art. 31. Anwendbares Recht.** Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz von 2007 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

#### *Zeichnung des Gründungskapitals*

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

1) DZ BANK INTERNATIONAL S.A., zeichnet dreihundert zehn (Stücke 310) Aktien zum Gegenwert von einunddreißigtausend (Euro 31.000,-).

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

#### *Erklärung*

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

#### *Gründungsversammlung der Investmentgesellschaft*

Oben angeführte Gründungsgesellschafter, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, haben unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- Herr Nikolaus Rummler, Abteilungsdirektor, DZ BANK INTERNATIONAL S.A., geboren am 5. Oktobere1962 in Saarburg, beruflich ansässig in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen

- Ulrich Juchem, Abteilungsdirektor, DZ BANK INTERNATIONAL S.A., geboren am 1. Mai 1967 in Idar-Oberstein, beruflich ansässig in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen

- Herrn Dieter Baumann, Geschäftsführer der S & P FAMILY OFFICE GmbH, geboren am 21. Oktober. 1963 in Augsburg, Deutschland, beruflich ansässig in D- 86159 Augsburg

- Herr Jürgen Wieland, Geschäftsführer der S & P FAMILY OFFICE GmbH, geboren am 21. Januar 1960 in Augsburg, Deutschland, beruflich ansässig in D-86159 Augsburg

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2009.

II. Sitz der Investmentgesellschaft ist 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen.

III. Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung wird im Jahre 2009 stattfinden.

IV. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt: IFB-LUX-AUDIT S.à.r.l., 26, rue Philippe II, L-2340 Luxemburg.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2009.

Worüber Urkunde, aufgenommen wurde in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden an die Erschienenen, welche dem unterzeichneten Notar dem Namen, Zivilstand und Wohnort nach bekannt sind, haben dieselben die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: D. Hirschmann, A. Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 7 novembre 2007, WIL/2007/982. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): J. Pletschette.

Für gleichlautende Ausfertigung, der Gesellschaft auf Begeh, auf stempelfreiem Papier, erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, den 13. November 2007.

A. Holtz.

Référence de publication: 2008001238/2724/663.

(070172941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2007.

**Luxemburg Luxury Design, Société Anonyme,  
(anc. Promotions de Luxe S.A.).**

Siège social: L-1232 Howald, 41, rue Ernest Beres.

R.C.S. Luxembourg B 97.097.

*Extrait de la décision prise par le Conseil d'Administration en date du 25 juillet 2007*

Il résulte de la décision prise par le conseil d'administration de la société en date du 25 juillet 2007 qu'après avoir obtenu l'autorisation préalable de l'assemblée des actionnaires les membres du conseil d'administration nomment Monsieur Fernando Colaci, né le 20 novembre 1964 à Castrignano Del Capo (Italie) demeurant à 4, an der Klaus, L-5754 Frisange (Grand-Duché de Luxembourg), administrateur-délégué à la gestion journalière de la société. Son mandat se terminera lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2009.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008003499/6496/19.

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2007, réf. LSO-CI04391. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070122935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2007.

**Dogan-Levage S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1319 Luxembourg, 147, rue Cents.

R.C.S. Luxembourg B 62.653.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008003454/3220/12.

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2007, réf. LSO-CH00873. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070121850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2007.

**JSI Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31-33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 90.743.

**RECTIFICATIF**

*Extrait*

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la Société tenue en date du 22 mai 2007 que:

1. Madame Anne-Catherine Dresse a démissionné de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 10 février 2006.

2. La société DELOITTE & TOUCH S.A a démissionné de son mandat de commissaire aux comptes de la Société avec effet à la date de la présente assemblée générale. La société suivante a été nommée en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire avec effet à la date de la présente assemblée générale pour une durée de six (6) ans:

- FACTS SERVICES Sàrl ayant son siège social au 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 98.790.

Lors de la publication du 17 juin 2007, dont copie en annexe, la date de l'assemblée générale a été inscrite incorrectement, c'est à-dire 21 mai 2007.

La date correcte de l'assemblée générale des actionnaires est le 22 mai 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 28 août 2007.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008003467/1035/27.

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2007, réf. LSO-CI02229. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070122178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2007.

---

**SSCP Swaging, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 104.339.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévu par l'article 316 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2006 de sa société mère, GLOBAL DESIGN TECHNOLOGIES LLC ont été déposés au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2007

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008003515/581/15.

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2007, réf. LSO-CI04870. - Reçu 72 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070126321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2007.

---

**Hørve S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 12, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 77.095.

Le bilan au 31 décembre 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 13 septembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008003504/1615/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 mai 2004, réf. LSO-AQ03076. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070122742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2007.

---

**Hørve S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 12, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 77.095.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 13 septembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008003505/1615/12.

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2005, réf. LSO-BA01847. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070122745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2007.

---

**Angerbach S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 2.282.500,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 112.531.

In the year Two Thousand and Seven, on the sixth day of November.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

- PICCADILLY MINOR CAPITAL S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at 41, boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg, with a share capital of Twelve Thousand Six Hundred Euros (EUR 12,600.-), registered with the Luxembourg Companies Register under the number B 129.341, incorporated on 11 June 2007 and published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations number 1744 of 17 August 2007,

Here represented by Ms Elodie Duchêne, lawyer, residing in Luxembourg, acting by virtue of a proxy given on November 5, 2007.

- PICCADILLY MAJOR CAPITAL S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at 41, boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg, with a share capital of Twelve Thousand Five Hundred Euros (EUR 12,500.-), registered with the Luxembourg Companies Register under the number B 129.632, incorporated on 11 June 2007 and published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations number 1795 of 24 August 2007,

Here represented by Ms Elodie Duchêne, lawyer, residing in Luxembourg, acting by virtue of a proxy given on November 5, 2007.

The said proxies, after having been signed *ne varietur* by the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties declare to be the current shareholders of ANGERBACH S.à r.l., a société à responsabilité limitée, with registered office at 41, boulevard du Prince Henri L-1724 Luxembourg, incorporated on 5 December 2005, registered with the Luxembourg Companies Register under number B 112.531 and published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 464, page 22255 of 3 March 2006, modified on 29 December 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n<sup>o</sup> 912, page 43750, and modified on 13 February 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n<sup>o</sup> 896, page 42994.

The agenda of the meeting is the following:

*Agenda:*

1. Following the change in the shareholding of the Company, decision to fully restate the articles of association of the Company;
2. Subsequent amendment and restatement of the articles of association of the Company;
3. Change in the composition of the board of directors (conseil de gérance): appointment of class A directors (gérants) and class B directors (gérants) in replacement of Mr. Stéphane Hadet as sole director (gérant);
4. Miscellaneous.

The shareholders request the notary to document the following resolutions:

*First resolution*

Following the change in the shareholding of the Company, the shareholders unanimously resolve to fully amend and restate the articles of association of the Company.

*Second resolution*

As a consequence of the preceding resolution, the shareholders unanimously resolve to amend the Company's articles of incorporation and to restate them, so that they shall henceforth read as follows:

**Art. 1. Corporate form.** There is formed a private limited liability company («société à responsabilité limitée») which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the «Law»), as well as by the articles of association (hereafter the «Articles»).

**Art. 2. Corporate object.** The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The purpose of the Company includes in particular the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of immovable properties either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to immovable properties, including the direct or indirect holding of equities in Luxembourg or foreign companies, having as principal object the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of immovable properties.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, notes and other debt instruments, which may be convertible or not, except by way of a public offer.

The Company may grant any assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or company in which it has a direct or indirect interest, or any company directly or indirectly controlled by the shareholder of the Company (hereafter referred to as the «Affiliated Company»).

The Company may in particular:

- advance, lend or subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity, with or without security;
- enter into any guarantee, pledge or any other form of security for the performance of any contracts or obligations of the Company or of any Affiliated Company.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Denomination.** The Company will have the denomination ANGERBACH S.à r.l.

**Art. 5. Registered office.** The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the director or in case of plurality of directors, by a decision of the board of directors.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 6. Share capital - Shares.**

6.1 - Share capital

The Company's corporate capital is fixed at two million two hundred eighty two thousand five hundred Euros (2,282,500.- Euros) represented by two million two hundred and eighty-two thousand five hundred (2,282,500) shares («parts sociales») of one euro (1.- Euro) each, all fully subscribed and entirely paid up.

6.2 - Indivisibility of shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 - Transfer of shares

In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of Article 189 and 190 of the Law.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Transfers of shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

6.4 - Registration of shares

All shares are in registered form and recorded in a shareholders' register in accordance with Article 185 of the Law.

**Art. 7. Management.**

7.1 - Appointment and removal

The Company is managed by one or more directors (gérant). The director(s) (gérant) does not need to be shareholder(s).

If several directors (gérants) have been appointed, they will constitute a board of directors (Conseil de gérance). In such event, each director (gérant) shall be appointed by the shareholders meeting as a class A director or a class B director.

The director(s) may be revoked ad nutum by the general meeting of shareholders.

7.2 - Powers

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), of the board of directors (Conseil de gérance).

7.3 - Representation and signatory power

Subject to the provisions of Article 7.3 alinea 2 below, in dealing with third parties as well as in justice, the director(s) (gérant) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this Article 7.3 shall have been complied with.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole director (gérant), and, in case of plurality of directors (gérants), by the joint signature of a class A director and a class B director.

The director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (Conseil de gérance) may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (Conseil de gérance) will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

#### 7.4 - Chairman, vice-chairman, secretary, procedures

The board of directors (Conseil de gérance) may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors (Conseil de gérance) and of the shareholders.

The resolutions of the board of directors (Conseil de gérance) shall be recorded in the minutes, to be signed by the chairman, or by a notary public, and recorded in the corporate book.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, by the secretary or by any director (gérant).

The board of directors (Conseil de gérance) can discuss or act validly only if at least a majority of the directors (gérants) is present or represented at the meeting of the board of directors (Conseil de gérance).

In case of plurality of directors (gérants), resolutions shall be taken by a double majority of the votes of the class A directors and class B directors present or represented at such meeting.

Any class A director may act at any meeting of the board of directors (Conseil de gérance) by appointing in writing another class A director as his proxy. A class A director may also appoint another class A director to represent him by phone to be confirmed at a later stage.

Any class B director may act at any meeting of the board of directors (Conseil de gérance) by appointing in writing another class B director as his proxy. A class B director may also appoint another class B director to represent him by phone to be confirmed at a later stage.

Resolutions in writing approved and signed by all directors (gérants) shall have the same effect as resolutions passed at the directors' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents.

Any and all directors (gérants) may participate in any meeting of the board of directors (Conseil de gérance) by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the directors (gérants) taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

#### 7.5 - Liability of directors

The director(s) (gérant) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

**Art. 8. General shareholders' meeting.** The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of shares held by him. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital. The majority of the shareholders may, however, in no case oblige any shareholder to increase its participation in the Company.

The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

**Art. 9. Annual general shareholders' meeting.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five, an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 20 of the month of May, at 2 pm. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors (Conseil de gérance), exceptional circumstances so require.

**Art. 10. Audit.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five, the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of statutory auditors.

#### **Art. 11. Fiscal year - Annual accounts.**

##### 11.1 - Fiscal year

The Company's fiscal year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December.

##### 11.2 - Annual accounts

Each year, the director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (Conseil de gérance) prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor (s).

**Art. 12. Distribution of profits.** The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution shall be taken by the general meeting of shareholders.

The sole director (gérant) or, in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (Conseil de gérance) may, however and subject to the following conditions, decide to pay interim dividends:

- a) interim accounts shall be drawn-up showing that the funds available for distribution are sufficient;
- b) the amount to be distributed may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles;
- c) the decision of the sole director (gérant) or, in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (Conseil de gérance) to distribute an interim dividend may not be taken more than two months after the date at which the interim accounts referred to under a) above have been made up.

**Art. 13. Dissolution - Liquidation.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 14. Reference to the Law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### *Third resolution*

The shareholders unanimously resolve to change the composition of the board of directors (conseil de gérance) and to appoint class A and class B directors (gérants) for an unlimited period of time in replacement of Mr Stéphane Hadet as sole director (gérant) of the Company, with immediate effect, as follows:

- a. Mr Robert Whitton, born on 5 October 1962 at Romford UK, residing at aAIM 100 Piccadilly Street, W1J 7NH London UK, as class A director (gérant);
- b. Mrs Candace Valiunas, born on 15 April 1952 at New York U.S.A. residing at aAIM 100 Piccadilly Street, W1J 7NH London UK, as class A director (gérante);
- c. Mr François Pfister, born on 25 October 1961 at Uccle Belgium, residing at 20, avenue Monterey, L-2016 Luxembourg, as class B director (gérant);
- d. Mr Stéphane Hadet, born on 25 May 1968 at Nancy France, residing at 20, avenue Monterey, L-2016 Luxembourg, as class B director (gérant).

The Company will therefore be managed by two class A directors (gérants):

- Robert Whitton, residing at aAIM 100 Piccadilly Street, London W1J 7NH United Kingdom; and
- Candace Valiunas, residing at aAIM 100 Piccadilly Street, London W1J 7NH United Kingdom;

and by two class B directors (gérants):

- François Pfister, residing at 20, avenue Monterey L-2016 Luxembourg; and
- Stéphane Hadet, residing at 20, avenue Monterey L-2016 Luxembourg.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le six novembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg,

Ont comparu:

- PICCADILLY MINOR CAPITAL S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et organisée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 41, boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg, ayant un capital social de Douze Mille Six Cents Euros (EUR 12.600,-), enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129.341, constituée en date du 11 juin 2007 publiée au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations n ° 1744 du 17 août 2007, ici représentée par Mademoiselle Elodie Duchêne, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 5 novembre 2007.

- PICCADILLY MAJOR CAPITAL S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et organisée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 41, boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg, ayant un capital social de Douze Mille Cinq Cents Euros (EUR 12.500), enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129.632, constituée en date du 11 juin 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations n ° 1795 du 24 août 2007,

ici représentée par Mademoiselle Elodie Duchêne, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 5 novembre 2007.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquels comparants déclarent être les seuls associés de la société ANGERBACH S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social à 41, boulevard du Prince Henri L-1724 Luxembourg, constituée en date du 5 décembre 2005 enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 112.531 et publiée au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 464, page 22255 du 3 mars 2006, modifié le 29 décembre 2005 et publiée au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 912, page 43750, et modifié le 13 février 2007, et publiée au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 896, page 42994.

Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour:*

1. Suite au changement dans l'actionnariat de la Société, décision de refondre totalement les statuts de la Société;
2. Subséquente modification et refonte des statuts de la Société;
3. Changement dans la composition du conseil d'administration: nomination de gérants de catégorie A et de gérants de catégorie B, en remplacement de M. Stéphane Hadet en sa qualité de gérant unique;
4. Divers.

Les associés ont prié le notaire instrumentaire de documenter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Suite au changement dans l'actionnariat de la Société, les associés décident à l'unanimité de modifier et de refondre totalement les statuts de la Société.

#### *Deuxième résolution*

En conséquence de la résolution précédente, les associés décident à l'unanimité de modifier et de refondre les statuts de la Société comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme sociale.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après «les Statuts»).

**Art. 2. Objet social.** L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

L'objet social de la Société inclus également l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et la location de biens immobiliers au Grand Duché de Luxembourg ou à l'étranger ainsi que toutes opérations immobilières, en ce inclus, la détention directe ou indirecte de participation dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et la location de biens immobiliers.



La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations, d'effets et autres instruments de dette qui pourront être convertibles ou non à condition que l'émission ne soit pas publique.

La Société peut accorder toute assistance, soit par le biais de prêts, garanties ou autres à ses filiales ou aux sociétés avec lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect ou toutes sociétés directement ou indirectement contrôlées par les actionnaires de la Société (ci-après les «Sociétés Affiliées»).

La Société peut en particulier:

- avancer, prêter ou souscrire ou acheter tout instrument de dette émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, avec ou sans garantie.

- conclure toute garantie, gage ou autre forme de sûreté pour l'exécution de tout contrat ou engagement de la Société ou de Sociétés Affiliées.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Dénomination.** La Société aura la dénomination: ANGERBACH S.à r.l.

**Art. 5. Siège social.** Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 6. Capital social - Parts sociales.**

6.1 - Capital social

Le capital social est fixé à deux millions deux cent quatre vingt deux mille cinq cents Euros (2.282.500,- Euros) représenté par deux millions deux cent quatre-vingt-deux mille cinq cents (2.282.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (1,- Euro), toutes entièrement souscrites et libérées.

6.2 - Indivisibilité des actions

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 - Transfert de parts sociales

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

Les parts sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non-associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Le transfert de parts sociales doit s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Le transfert ne peut être opposable à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de sa notification à la Société ou de son acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

6.4 - Enregistrement de parts

Toutes les parts sociales sont nominatives et sont inscrites sur un Registre des Actionnaires conformément à l'article 185 de la Loi.

**Art. 7. Management.**

7.1 - Nomination et révocation

La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s).

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Dans ce cas, chaque gérant sera nommé par l'assemblée générale des associés soit comme un gérant de classe A, soit comme un gérant de classe B.

Le(s) gérant(s) est/sont révocable(s) ad nutum par l'assemblée générale des associés.

7.2 - Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

7.3 - Représentation et signature autorisée

Sous réserve des dispositions de l'article 7.3 alinéa 2 ci-dessous, dans les rapports avec les tiers et avec la justice, chaque gérant aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article 7.3.

En cas de gérant unique, la Société peut être engagée par la seule signature du gérant et en cas de pluralité de gérants par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

#### 7.4 - Président, vice-président, secrétaire, procédures

Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Les résolutions du conseil de gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui sont signés par le président ou par un notaire et seront déposées dans les livres de la Société.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président, le secrétaire ou par un gérant.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la double majorité des voix exprimées par les gérants de classe A et de classe B présents ou représentés à ladite réunion.

Tout gérant de classe A pourra agir à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant de classe A comme son représentant. Un gérant de classe A pourra également désigner un autre gérant de classe A pour le représenter par téléphone, cela sera confirmé par écrit par la suite.

Tout gérant de classe B pourra agir à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant de classe B comme son représentant. Un gérant de classe B pourra également désigner un autre gérant de classe B pour le représenter par téléphone, cela sera confirmé par écrit par la suite.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par «conférence call» via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

#### 7.5 - Responsabilité des gérants

Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

**Art. 8. Assemblée générale des associés.** L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social. Toutefois, la majorité des associés ne peut en aucun cas obliger un des associés à augmenter sa part sociale.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

**Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés.** Si le nombre des associés est supérieur à vingt cinq, une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le 20 du mois de mai, à 14.00 heures. Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale devrait se tenir le jour ouvrable suivant. L'assemblée générale pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis unanime et définitif des gérants, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

**Art. 10. Vérification des comptes.** Si le nombre des associés est supérieur à vingt cinq, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil de commissaires aux comptes.

#### **Art. 11. Exercice social - Comptes annuels.**

##### 11.1 - L'exercice social

L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

## 11.2 - Les comptes annuels

Chaque année, le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaires.

**Art. 12. Distribution des profits.** Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à, et aussi longtemps que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

La décision de procéder à une distribution, qui portera aussi sur la détermination du montant de cette distribution sera prise par l'assemblée des actionnaires.

Le gérant unique ou dans le cas où il y aurait plusieurs gérants, le conseil de gérance, pourra cependant décider, sous réserve des conditions suivantes, de procéder à un ou plusieurs versements d'acomptes sur dividendes:

- a) Un état comptable, faisant apparaître que les fonds disponibles pour la distribution sont suffisants, doit être établi;
- b) Le montant à distribuer ne peut excéder le montant des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu d'une obligation légale ou statutaire;
- c) La décision du gérant unique ou dans le cas où il y aurait plusieurs gérants, du conseil de gérance, de distribuer un acompte ne peut être prise plus de deux mois après la date à laquelle a été arrêté l'état comptable visé au a) ci-dessus.

**Art. 13. Dissolution - Liquidation.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

**Art. 14. Référence à la Loi.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, le ou les associé(s) s'en réfèrent aux dispositions de la Loi.

### Troisième résolution

Les associés décident à l'unanimité de changer la composition du conseil de gérance et de nommer des gérants de catégorie A et des gérants de catégorie B en remplacement de M. Stéphane Hadet en qualité de gérant unique de la Société, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée, comme décrit ci-dessous:

- a) Monsieur Robert Whitton, né le 5 octobre 1962 à Romford Royaume Uni, résidant au 100, Piccadilly Street, W1J 7NH Londres Royaume Uni, gérant de catégorie A;
- b) Madame Candace Valiunas, née le 15 avril 1952 à New York U.S.A, résidant au 100, Piccadilly Street, W1J 7NH Londres Royaume Uni, gérante de catégorie A;
- c) Monsieur François Pfister, né le 25 octobre 1961 à Uccle Belgique, résidant au 20, avenue Monterey, L-2016 Luxembourg, gérant de catégorie B; et
- d) Monsieur Stéphane Hadet, né le 25 mai 1968 à Nancy France, résidant au 20, avenue Monterey, L-2016 Luxembourg, gérant de catégorie B.

La Société sera ainsi gérée par deux gérants de catégorie A:

- Robert Whitton, demeurant à aAIM, 100 Piccadilly Street, Londres Royaume Uni; et
- Candace Valiunas, demeurant à aAIM, 100 Piccadilly Street, Londres W1J 7NH Royaume Uni.

et par deux gérants de catégorie B:

- François Pfister, demeurant 20, avenue Monterey L-2016 Luxembourg; et
- Stéphane Hadet, demeurant 20, avenue Monterey L-2016 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Signé: E. Duchêne, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 15 novembre 2007. Relation: LAC/2007/35505. — Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): F. Schneider.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007140889/242/455.

(070163906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2007.

---

**MeesPierson Real Estate Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 99.354.

Avec effet au 15 juillet 2005, le conseil d'administration

- a décidé à l'unanimité de conférer aux personnes nommées ci-dessous agissant au moins deux à deux et de façon conjointe le pouvoir de négocier et signer tout acte engageant le Fonds, en ce compris les actes relatifs à l'acquisition, à l'aliénation, à l'échange de droits immobiliers.

Ces personnes:

- peuvent, deux à deux, substituer dans leurs pouvoirs une ou plusieurs personnes appartenant au personnel de MeesPierson Real Estate Team ou d'une de ses filiales. Cette qualité sera établie vis-à-vis des tiers par l'énonciation de celle-ci dans l'acte de substitution;

- ne peuvent substituer dans leurs pouvoirs une ou plusieurs personnes n'appartenant pas au personnel de MeesPierson Real Estate Team ou d'une de ses filiales que pour autant que l'acte de substitution soit signé par l'une d'entre elles agissant conjointement avec un administrateur.

Ces pouvoirs sont conférés, à partir de la date du présent conseil, aux personnes ci-après qualifiées, signant à deux conjointement ou chacune d'elles avec un administrateur:

- Monsieur Christian Fabert, Managing Director Real Estate, né le 3 septembre 1949 à Luxembourg, demeurant à B-1000 Bruxelles, Warandeborg, 3, Montagne du Parc;

- Monsieur Dominique Moerenhout, Chef des Opérations, né le 23 mai 1974 à Etterbeek (Belgique), demeurant à B-1000 Bruxelles, Warandeborg, 3, Montagne du Parc;

- Monsieur Moyse Dargaa, consultant externe exclusif de MeesPierson, né le 1<sup>er</sup> septembre 1970 à Liège (Belgique), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte;

- Monsieur Patrick Van Tilburg, Directeur Real Estate, né le 30 avril 1958 à Merksem (Belgique), demeurant à B-1000 Bruxelles, Warandeborg, 3, Montagne du Parc;

- Monsieur Jean Maas, Directeur Real Estate, né le 16 janvier 1947 à Uccle (Belgique), demeurant à B-1000 Bruxelles, Warandeborg, 3, Montagne du Parc.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2005.

Pour MeesPierson REAL ESTATE MANAGEMENT S.A.  
MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.  
C. Agata / J. Claeys

Référence de publication: 2008003544/29/37.

Enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2005, réf. LSO-BI05589. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070137031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Megasun.com S.à r.l. unipersonnelle, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6586 Steinheim, 11, rue de la Montagne.

R.C.S. Luxembourg B 101.760.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 7 novembre 2007.

*Pour la gérance*

Signature

Référence de publication: 2008003595/808/14.

Enregistré à Diekirch, le 10 octobre 2007, réf. DSO-CJ00069. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070152388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2007.

**Bellevue Wormeldange, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2543 Luxembourg, 32, Dernier Sol.

R.C.S. Luxembourg B 82.652.

*Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du 2 juillet 2003*

Le jour deux juillet 2003, à 10.00 heures, s'est réunie l'Assemblée Extraordinaire de la société BELLEVUE WORMELDANGE SARL, pour délibérer sur le suivant

*Ordre du jour:*

1) Pouvoir de signature individuelle.

Sont présents à la réunion:

l'associé unique KPB IMMOBILIERE SA

le gérant technique Vasta Roberto

le gérant administratif Akdime Samuel

Assume la présidence de la réunion Monsieur Akdime Samuel lequel, après avoir vérifié que le capital social est entièrement présent ou valablement représenté, ouvre la séance.

Sur les points à l'ordre du jour à l'unanimité l'associé unique KPB IMMOBILIERE SA délibère de conférer à Monsieur Akdime Samuel tous les pouvoirs d'engager la société BELLEVUE WORMELDANGE SARL avec sa seule signature.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la réunion est levée à 11.15 heures après lecture du présent procès-verbal.

Luxembourg, le 2 juillet 2003.

Signature

*Le président*

Référence de publication: 2008003613/4151/26.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2004, réf. LSO-AW04136. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070152765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2007.

**HSBC Investment Funds (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 28.888.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires tenue au siège social le 8 juin 2007 a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a approuvé l'élection comme Administrateurs pour une période d'un an se terminant lors de l'Assemblée Générale Annuelle de 2008 de:

- Monsieur Stephen Thatcher, Président du Conseil d'Administration, (résident à Luxembourg), 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg,

- Monsieur Michael Kay, Administrateur, (résidant au Royaume-Uni), 8 Canada Square, Canary Wharf, Londres E14 5HQ,

et la ré-élection de:

- Monsieur Simeon Brown, Administrateur, (résidant en Hong Kong), 1 Queen's Road Central, Hong Kong,

- Monsieur Thies Clemenz, Administrateur, (résidant en Allemagne), Königsallee 21/23, 40212 Düsseldorf, Allemagne,

- Monsieur Didier Deleage, Administrateur, (résidant en France), 4, Place de la Pyramide, La Défense 9, 75419 Paris Cedex 08, France,

- Monsieur Richard Long, Administrateur, (résidant en Angleterre), 8 Canada Square, Canary Wharf, Londres E14 5HQ.

L'Assemblée a également noté les démissions de Monsieur John Botley (résidant au Royaume-Uni) et Madame Evelyn McHale (résidant à Luxembourg) avec effet au 15 et 31 mars 2007 respectivement.

2. L'Assemblée a ré-élu KPMG LUXEMBOURG à la fonction de réviseur d'entreprises du fonds pour une période d'un an se terminant à l'Assemblée Générale Annuelle de 2008.

*Pour HSBC INVESTMENT FUNDS (LUXEMBOURG) S.A.  
HSBC SECURITIES SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.*

Signatures

Référence de publication: 2008003535/41/31.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007, réf. LSO-CH02735. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070131952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2007.

---

**Topglas Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1520 Luxembourg, 6, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 101.712.

Extrait des résolutions adoptées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société tenue en date du 17 septembre 2007:

1. La démission de FIDUCIAIRE NATIONALE S.à r.l., en tant que commissaire aux comptes, ayant pour adresse le 2, rue de l'Avenir, L-1147 Luxembourg, est acceptée et confirmée avec effet au 14 août 2007.

2. Dirk Oppelaar, ayant pour adresse le 12, rue de l'Arquebuse, 1204 Genève, Suisse, est nommé en tant que commissaire aux comptes, avec effet au 14 août 2007.

Luxembourg, le 17 septembre 2007.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2008003528/631/20.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mai 2007, réf. LSO-CE02140. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070131344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2007.

---

**ista Luxembourg GmbH, Société à responsabilité limitée,  
(anc. Clorius Luxembourg GmbH).**

Siège social: L-1274 Howald, 1, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 17.750.

Constituée par-devant M<sup>e</sup> Lucien Schumann, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 septembre 1980, acte publié au Mémorial C n° 265 du 17 novembre 1980, modifié plusieurs fois, et dont la dernière fois par-devant M<sup>e</sup> Marthe Thyès-Walch, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 11 mai 2006, acte publié au Mémorial C n° 1425 du 25 juillet 2005.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2007.

*Pour ISTA LUXEMBURG GmbH*

INTERFIDUCIAIRE S.A.

Signature

Référence de publication: 2008003527/1261/20.

Enregistré à Luxembourg, le 18 septembre 2007, réf. LSO-CI05995. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070131230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2007.

---

**Evergreen S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4385 Ehlerange, 6, Z.A.R.E. Est.

R.C.S. Luxembourg B 32.961.

*Extraits de l'assemblée générale ordinaire tenue le 21 mars 2007*

1. L'Assemblée Générale décide de reconduire le mandat des administrateurs:

- Monsieur Hubert Reiff, administrateur, demeurant à D-72762 Reutlingen, 32, Kammweg  
 - Monsieur Eberhard Reiff, administrateur, demeurant à D-72762 Reutlingen, 59, Bergstrasse.  
 - Monsieur Immanuel Kohn, administrateur, demeurant à D-72764 Reutlingen, 110, Bellinastrasse  
 pour une période de six ans. De ce fait, leur nouveau mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale de l'an 2013.

2. L'Assemblée Générale décide de reconduire le mandat du commissaire aux comptes:

- LUX-AUDIT S.A., 57, avenue de la Faiencerie, L-1510 Luxembourg  
 pour une nouvelle période de 6 ans. De ce fait, le nouveau mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale de l'an 2013.

Luxembourg, le 23 mars 2007.

Pour avis sincère et conforme

Pour EVERGREEN S.A.

FIDUCIAIRE JOSEPH TREIS S.à R.L.

Expert-Comptable, Réviseur d'Entreprise

Signature

Référence de publication: 2008003514/601/26.

Enregistré à Luxembourg, le 29 mars 2007, réf. LSO-CC06975. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070125048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2007.

**LBREP III Dame S.à r.l. & Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions de Titrisation.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 129.108.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 48720 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger

Notaire

Référence de publication: 2008003532/211/11.

(070127869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 septembre 2007.

**Captiva Capital II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 25, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 110.391.

—  
*Extrait des résolutions des associés du 8 août 2007*

Les associés de CAPTIVA CAPITAL II S.à r.l. (la «Société»), ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Michel Van Krimpen et Robert Kimmels, respectivement en tant que Gérants de catégorie A et B de la société, et ce avec effet immédiat;
- de nommer Claudine Schinker, né le 31 mars 1964 à Petange, Luxembourg, avec adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, gérante de catégorie A de la société avec effet immédiat,
- de nommer Corinne Muller, né le 15 octobre 1976 à Séoul, Corée du Sud, avec adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, gérante de catégorie B de la société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 13 septembre 2007.

M. Torbick.

Référence de publication: 2008003533/4170/18.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2007, réf. LSO-CI07950. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070137901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2007.

**PEMSTAR Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 76.149.

—  
 RECTIFICATIF

Suite au dépôt B 76.149 déposé le 29 août 2007 L070115367.04, il n'y a pas lieu de lire le Bilan consolidé à 31 décembre 2002, mais Le Bilan et l'affectation des résultats au 31 décembre 2002.

Le Bilan et l'affectation des résultats au 31 décembre 2002 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2007.

PEMSTAR LUXEMBOURG S.à r.l.

MANACOR (LUXEMBOURG) S.A.

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2008003450/683/20.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2007, réf. LSO-CH07687. - Reçu 28 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070119786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2007.

---

**LTW-Luxneon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1343 Luxembourg, 3, Montée de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 32.604.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 août 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008003481/1682/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2007, réf. LSO-CI03563. - Reçu 16 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070122524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2007.

---

**Luximpex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 12, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 43.693.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 13 septembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008003488/1615/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 mai 2004, réf. LSO-AQ03046. - Reçu 22 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(070122751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2007.

---

**Luximpex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 12, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 43.693.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 13 septembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008003489/1615/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juillet 2005, réf. LSO-BG10958. - Reçu 22 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(070122753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2007.

---

**C Fly Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 81.612.

Réunion du conseil d'administration au siège social le 16 juillet 2007

Le conseil, prend acte de la démission de Monsieur Cavalli Ferdinando de sa fonction d'administrateur.



Le conseil coopte comme nouveau Administrateur avec effet au 16 juillet 2007, Monsieur Andrea Castaldo né le 20 mars 1979 à Pomigliano d'Arco (Italie), employé privé, demeurant professionnellement au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Le conseil nomme Monsieur Sébastien Felici en qualité de Président.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour C FLY LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme*

Signatures

Référence de publication: 2008003490/24/18.

Enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2007, réf. LSO-CI03474. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070122735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2007.

**kommunikations.lounge S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9838 Untereisenbach, 7, Haaptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 96.581.

*Auszug aus der Aussordentlichen Generalversammlung vom 30. Juni 2006*

«1. Das Verwaltungsratsmitglied Jörg Konitzer, Altmarkt 9a, D-46535 Dinslaken wird mit heutigem Datum entlassen.  
2. Zum neuen Verwaltungsratsmitglied wird mit heutigem Datum bis zur Generalversammlung im Jahre 2011 ernannt:  
- Herr Wirtz Peter Wolfgang, Kaufmann, geboren am 2. Mai 1944 in D-Remscheid, wohnhaft In Hasencleverstr. 15, D-42859 Remscheid.»

Untereisenbach, den 30. Juni 2006.

Unterschrift / Unterschrift / Unterschrift

Präsident / Sekretär / Stimmzähler

Référence de publication: 2008003503/2241/17.

Enregistré à Diekirch, le 7 septembre 2006, réf. DSO-BU00038. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): M. Siebenaler.

(070122982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2007.

**AIG Global Investment (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, Zone Industrielle Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 81.732.

Le bilan au 30 novembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008003513/3179/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2007, réf. LSO-CI05019. - Reçu 115 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070123802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2007.

**Dallco A.G., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 49.788.

Im Jahre zweitausendsieben, den neunzehnten November.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit dem Amtssitz in Junglinster, Grossherzogtum Luxemburg.

Sind die Aktieninhaber der Aktiengesellschaft DALLCO A.G., mit Sitz in L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines, H.G.R. Luxemburg Sektion B Nummer 49.788, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Genannte Gesellschaft wurde gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den in Grevenmacher residierenden Notar am 22. Dezember 1994, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 161 vom 7. April 1995,

mit einem Gesellschaftskapital von einer Million Euro (1.000.000,- EUR), eingeteilt in eintausend (1.000) Aktien zu je eintausend Euro (1.000,- EUR).

Die Versammlung tagt unter dem Vorsitz von Frau Fanny Marx, Privatbeamtin, beruflich wohnhaft in L-1145 Luxemburg, 180, rue des Aubépines.

Die Vorsitzende bestellt zur Schriftführerin Frau Isabelle Marechal-Gerlaxhe, Privatbeamtin, beruflich wohnhaft in L-1145 Luxemburg, 180, rue des Aubépines.

Die Versammlung bestimmt zum Stimmzähler Herrn Giacomo Di Bari, Privatbeamter, beruflich wohnhaft in L-1145 Luxemburg, 180, rue des Aubépines.

Die Vorsitzende erklärt die Sitzung eröffnet und gibt folgende Erklärungen ab, welche von dem amtierenden Notar zu Protokoll genommen werden:

A) Dass aus einer Anwesenheitsliste, unterzeichnet von den Vertretern der Gesellschaft und Aktieninhabern, hervorgeht, dass sämtliche Aktieninhaber in gegenwärtiger Versammlung zugegen oder rechtlich vertreten sind; diese Liste, von den Mitgliedern des Büros und dem amtierenden Notar ne varietur unterzeichnet, bleibt der gegenwärtigen Urkunde angeheftet um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

B) Dass die Generalversammlung, in Anbetracht der Anwesenheit sämtlicher Aktieninhaber, rechtmässig zusammengesetzt ist und gültig über alle Punkte der Tagesordnung beschliessen kann.

C) Dass die Tagesordnung folgende Punkte vorsieht:

*Tagesordnung:*

1. Vorzeitige Auflösung der Gesellschaft.

2. Ernennung eines Liquidators und Festlegung seiner Befugnisse. Die Vorsitzende erklärt daraufhin die Gründe, welche den Verwaltungsrat dazu bewegten der Generalversammlung diese Tagesordnung zu unterbreiten.

Nach Diskussion nimmt die Generalversammlung einstimmig und über jeden Punkt einzeln folgende Beschlüsse:

*Erster Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst die vorzeitige Auflösung der Gesellschaft und ihre Liquidation.

*Zweiter Beschluss*

Die Generalversammlung ernennt zum Liquidator:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung LUX-AUDIT REVISION, mit Sitz in L-8308 Capellen, 83, Parc d'Activité Cap, H.G.R. Luxemburg Sektion B Nummer 43298.

Dem Liquidator wird Vollmacht erteilt die Gesellschaft bei den Liquidationsoperationen zu vertreten, die Aktiva zu verwirklichen, die Passiva zu begleichen und die Netto-Guthaben an die Aktionäre zu verteilen, anteilmässig zur Zahl ihrer Aktien, gemäss den Bestimmungen von Artikel 144 bis 148 des Gesellschaftsgesetztes vom 10. August 1915.

Er ist nicht verpflichtet, ein Inventar der Gesellschaft zu erstellen und kann sich auf die Konten und Bücher der Gesellschaft berufen.

*Kosten*

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt eintausend Euro veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt die Vorsitzende die Versammlung für geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: F. Marx, I. Marechal-Gerlaxhe, G. Di Bari, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 novembre 2007, Relation GRE/2007/5291. — Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): G. Schlink.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 20 décembre 2007.

J. Seckler.

Référence de publication: 2008003973/231/58.

(070175736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

**Shell Luxembourgeoise, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8069 Bertrange, 7, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 7.479.

In the year two thousand seven, on the thirtieth of November.

Before M<sup>e</sup> Jean Seckler, notary residing in Junglinster, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of SHELL LUXEMBOURGEOISE, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organised under the laws of Luxembourg with its registered office at 7, rue de l'Industrie, L-8069 Bertrange, and being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 7.479 (the Company).

The Company was incorporated on 31 March 1920. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended pursuant to a deed of the undersigned notary, dated 31 July 2007, which deed has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2273 dated 11 October 2007.

There appeared SHELL PETROLEUM N.V., a company organised under the laws of the Netherlands with its registered office at 30, Carel van Bylandtlaan, 2596 the Hague, the Netherlands, and being registered with the Kamer van Koophandel under number 27002687 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Mr Hans Sevenants, residing in Kiezelsstraat 2A, 3350 Linter, (Belgium), by virtue of a proxy given under private seal on 29 November 2007,

which power of attorney, after having been signed ne varietur by the proxy-holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. That 323,717 (three hundred twenty-three thousand seven hundred seventeen) shares having a nominal value of EUR 310.- (three hundred ten Euros), representing the entirety of the share capital of the Company, are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced;

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notice;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 41,121,500.- (forty-one million one hundred and twenty-one thousand five hundred Euro), in order to bring the share capital from its present amount of EUR 100,352,270.- (one hundred million three hundred fifty-two thousand two hundred and seventy Euro), represented by 323,717 shares with a par value of EUR 310.- (three hundred and ten Euro) each, to an amount of EUR 141,473,770.- (one hundred and forty-one million four hundred and seventy-three thousand seven hundred and seventy Euro) by way of the creation and issuance of 132,650 (one hundred and thirty-two thousand six hundred and fifty) new shares of the Company with a par value of EUR 310.- (three hundred and ten Euro) each together with an aggregate share premium;

3. Subscription to and payment in kind of the share capital increase specified under item 2. above by way of the contribution of 33,500 (thirty three thousand five hundred) shares of SHELL FINANCE LUXEMBOURG S.à r.l. to the Company;

4. Subsequent amendment of article 6 of the articles of association of the Company (the Articles) in order to reflect the share capital increase under item 2. above;

5. Amendment of the share register of the Company in order to reflect the issue of the new shares as per item 2. above, with power and authority to any manager of the Company, any lawyer or employee of ALLEN & OVERY LUXEMBOURG to individually proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the share register of the Company, and to see to any formalities in connection therewith (including for the avoidance of any doubts the filing and publication of documents with relevant Luxembourg authorities); and

6. Miscellaneous.

III. That the Meeting has taken the following resolutions:

*First resolution*

The entirety of the voting corporate share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notice, the Sole Shareholder represented considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda, which has been communicated to him in advance.

*Second resolution*

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 41,121,500.- (forty-one million one hundred and twenty-one thousand five hundred Euro) in order to bring the share capital of the Company from its current amount of EUR 100,352,270.- (one hundred million three hundred fifty-two thousand two hundred seventy Euro) to a nominal amount of EUR 141,473,770.- (one hundred and forty-one million four hundred and seventy-three thousand seven hundred and seventy Euro) by way of the creation and issuance of 132,650 (one hundred and thirty-two thousand six hundred and fifty) shares, having a nominal value of EUR 310.- (three hundred ten Euro) each, together with an aggregate share premium of EUR 4,105,149,580.36 (four billion one hundred five million one hundred forty-nine thousand five hundred eighty Euro, thirty-six Eurocents), the euro equivalent of USD 6,058,367,149.29 (six billion fifty-eight million three hundred sixty-seven one hundred forty-nine United States Dollars twenty-nine Cents), on the basis of the exchange rate of 30 November 2007 stated to be EUR 0.6776 per 1.- USD.

*Third resolution*

The Meeting accepts the subscription of the increase of the share capital and its full payment as follows:

*Intervention - Subscription - Payment*

The Sole Shareholder declares to subscribe to the increase of the share capital of the Company represented by way of the issue of 132,650 (one hundred and thirty-two thousand six hundred and fifty) shares having each a par value of

EUR 310.- (three hundred ten Euro), and to pay them up in full by way of a contribution in kind consisting in 33,500 (thirty three thousand five hundred) shares it holds in SHELL FINANCE LUXEMBOURG S.à r.l. (the Shares).

The contribution in kind made by the Sole Shareholder shall be allocated to the extent of EUR 41,121,500.- (forty-one million one hundred and twenty-one thousand five hundred Euro) to the nominal share capital account of the Company and the balance in an aggregate amount of EUR 4,105,149,580.36 (four billion one hundred five million one hundred forty-nine thousand five hundred eighty Euro and thirty-six Eurocents), the euro equivalent of 6,058,367,149.29 USD (six billion fifty-eight million three hundred sixty-seven thousand one hundred forty-nine United States Dollars and twenty-nine Cents), on the basis of the exchange rate of 30 November 2007 stated to be USD 1.- per EUR EUR 0.6776 per 1.- USD shall be allocated to the premium reserve of the Company.

The aggregate value and transferability of the Shares contributed to the Company are supported by a certificate issued by the management of the Sole

Shareholder having contributed the Shares and which are countersigned by the management of the Company (the Transferability Certificates) which confirm inter alia that the aggregate total value of the Shares amounts to EUR 4,146,271,080.36 (four billion one hundred forty-six million two hundred seventy-one thousand eight Euro and thirty-six Eurocents) or its equivalent in United States Dollars, corresponding to USD 6,119,054,132.76 (six billion one hundred nineteen million fifty-four thousand one hundred thirty-two United States Dollars and Seventy-six Cents) on the basis of the exchange rate of 30 November 2007 stated to be EUR 0.6776 per 1.- USD and that the Shares are freely transferable to the Company.

A copy of the Transferability Certificates, after having been signed *ne varietur* by the proxy-holder of the Sole Shareholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

On the basis of the Transferability Certificate and of the contribution and subscription agreement dated 30 November 2007 entered into by and between SHELL PETROLEUM NV, as contributor and the Company, as contributee, the notary witnesses the payment of the nominal capital and issue premium of the Company of the share capital increase being the object of the current shareholder meeting.

The Meeting resolves to issue and hereby issues 132,650 new shares to SHELL PETROLEUM N.V.

As a result of the above capital increase, the Meeting records that the shareholding in the Company is as follows:

Shareholder	Number of shares
SHELL PETROLEUM N.V. ....	456,367
Total: .....	456,367

#### *Fourth resolution*

The Meeting resolves to amend the first paragraph of article 6 of the Articles of the Company in order to reflect the above resolution so that it reads henceforth as follows:

« **Art. 6. Capital.** The capital is set at EUR 141,473,770.- (one hundred and forty-one million four hundred and seventy-three thousand seven hundred and seventy Euro), represented by 456,367 (four hundred and fifty-six thousand three hundred and sixty-seven) shares having a nominal value of EUR 310.- (three hundred ten Euro) each.»

#### *Fifth resolution*

The Meeting resolves (i) to amend the share register of the Company in order to record the number of shares held in the Company by SHELL PETROLEUM N.V. and (ii) to grant power and authority to any manager of the Company or any lawyer or employee of ALLEN & OVERY LUXEMBOURG to proceed on behalf of the Company to the amendment of the share register of the Company.

The Meeting furthermore resolves to grant power and authority to any lawyer or employee of ALLEN & OVERY LUXEMBOURG to see to any formalities in connection with the issuance of shares of the Company to SHELL PETROLEUM N.V. with the Luxembourg Trade and Companies Register and the publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C and, more generally, to accomplish any formalities which may be necessary or useful in connection with the implementation of the third and fourth resolutions.

#### *Declaration*

As following the contribution by SHELL PETROLEUM N.V., prenamed, which is a contribution in kind of 33,500 (thirty three thousand five hundred) shares held by SHELL PETROLEUM N.V. in SHELL FINANCE LUXEMBOURG S.à r.l., the Company holds more than 65% of the issued share capital of SHELL FINANCE LUXEMBOURG S.à r.l., prenamed, a company which has its place of effective management and statutory seat in a Member State of the European Union, and as the Company has its place of effective management and statutory seat in a Member State of the European Union, the Company refers to article 4-2 of the law dated 29 December 1971, which provides for capital tax exemption in such case.

#### *Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations and expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of this share capital increase, is approximately fifteen thousand Euros.

### Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, the said proxy-holder has signed together with Us, the notary, the present deed.

### Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le trente novembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Shell Luxembourgeoise, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 7, rue de l'Industrie, L-8069 Bertrange, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 7.479 (la Société).

La Société a été constituée le 31 mars 1920. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés le 31 juillet 2007 en vertu d'un acte du notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2273 du 11 octobre 2007.

A comparu:

SHELL PETROLEUM N.V., une société de droit néerlandais ayant son siège social au 30, Carel van Bylandtlaan, 2596 la Haye, Pays-Bas, et immatriculée auprès de la Kamer van Koophandel sous le numéro 27002687 (l'Associé Unique),

ci-après représentée par Monsieur Hans Sevenants, de résidence à Kieselstraat 2A, 3350 Linter, Belgique, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 29 novembre 2007.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentaire demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. Que 323.717 (trois cent vingt-trois mille sept cent dix-sept) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 310,- (trois cent dix Euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées à l'Assemblée, qui est dès lors valablement constituée et peut délibérer des points de l'ordre du jour reproduit ci-après;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de EUR 41.121.500,- (quarante et un million cent vingt et un mille cinq cents Euros), afin de le porter de son montant actuel de EUR 100.352.270,- (cent millions trois cent cinquante-deux mille deux cent soixante-dix Euros) représenté par 323.717 (trois cent vingt-trois mille sept cent dix-sept) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 310,- (trois cent dix Euros) chacune, à un montant de EUR 141.473.770,- (cent quarante et un million quatre cent soixante-treize mille sept cent soixante-dix Euros) par voie de la création et de l'émission de 132.650 (cent trente-deux mille six cent cinquante) parts sociales de la Société, d'une valeur nominale de EUR 310,- (trois cent dix Euros) chacune, ensemble avec une prime d'émission;

3. Souscription et libération en nature de l'augmentation du capital social mentionnée au point 2. ci-dessus par la voie de l'apport de 33.500 (trente trois mille cinq cents) actions de SHELL FINANCE LUXEMBOURG S.à r.l. à la Société;

4. Modification consécutive de l'article 6 des statuts de la Société (les Statuts) afin d'y refléter l'augmentation de capital mentionnée au point 2. ci-dessus;

5. Modification du registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter l'émission des nouvelles parts sociales telle que mentionnée au point 2. ci-dessus, avec pouvoir et autorisation donnés à tout gérant de la Société et à tout avocat ou employé de ALLEN & OVERY LUXEMBOURG de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des parts sociales de la Société, et d'accomplir toutes formalités y relatives (en ce compris, afin d'éviter tout doute, le dépôt et la publications de documents auprès des autorités luxembourgeoises compétentes); et

6. Divers.

III. Que l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

#### Première résolution

L'intégralité du capital social votant étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté se reconnaissant comme dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

#### Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de EUR 41.121.500,- (quarante et un million cent vingt et un mille cinq cents Euros), afin de porter le montant du capital social de son montant actuel de EUR

100.352.270,- (cent millions trois cent cinquante-deux mille deux cent soixante-dix Euros) à un montant de EUR 141.473.770,- (cent quarante et un million quatre cent soixante-treize mille sept cent soixante-dix Euros) par voie de la création et de l'émission de 132.650 (cent trente-deux mille six cent cinquante) parts sociales de la Société, d'une valeur nominale de EUR 310,- (trois cent dix Euros) chacune, ensemble avec une prime d'émission d'un montant total de EUR 4.105.149.580,36 (quatre milliard cent cinq millions cent quarante-neuf mille cinq cent quatre-vingts Euros et trente-six Eurocents) ou son équivalent en Dollars des Etats-Unis, correspondant à USD 6.058.367.149,29 (six milliards cinquante-huit millions trois cent soixante-sept mille cent quarante-neuf Dollars des Etats-Unis et vingt-neuf Cents) sur la base du taux de change du 30 novembre 2007 où EUR 0,6776 équivaut à 1,- USD.

#### Troisième résolution

L'Assemblée décide d'approuver la souscription de l'augmentation de capital et sa libération de la manière suivante:

##### Intervention - Souscription - Libération

L'Associé Unique décide de souscrire à l'augmentation de capital de la Société représentée par l'émission de 132.650 (cent trente-deux mille six cent cinquante) parts sociales ayant chacune une valeur nominale de EUR 310,- (trois cent dix Euros) et libère entièrement lesdites nouvelles parts sociales au moyen d'un apport en nature consistant en 33.500 (trente-trois mille cinq cent) parts sociales qu'il détient dans SHELL FINANCE LUXEMBOURG S.à r.l. (les Parts Sociales).

L'apport en nature fait par l'Associé Unique doit être affecté au nominal du capital social de la Société pour un montant de EUR 41.121.500,- (quarante et un million cent vingt et un mille cinq cent Euros) et le solde d'un montant total de EUR 44.105.149.580,36 (quatre milliards cent cinq millions cent quarante-neuf mille cinq cent quatre-vingts Euros et trente-six Eurocents) ou son équivalent en Dollars des Etats-Unis, correspondant à USD 6.058.367.149,29 (six milliards cinquante-huit million trois cent soixante-sept mille cent quarante-neuf Dollars des Etats-Unis et vingt-neuf Cents) sur la base du taux de change du 30 novembre 2007 où EUR 0,6776 équivaut à 1,- USD doit être affecté au compte prime d'émission de la Société.

La preuve du montant et de la libre transférabilité des Parts Sociales a été fournie sous forme d'un certificat émis par l'Associé Unique et contresigné par la Société (le Certificat), lequel certificat confirme, inter alia, que la valeur des Parts Sociales est d'un montant total de 4.14.271.080,36 (quatre milliard cent quarante-six millions deux cent soixante et onze mille quatre-vingts Euros et trente-six Eurocents) ou son équivalent en Dollars des Etats-Unis, correspondant à USD 6.119.054.132,76 (six milliards cent dix-neuf millions cinquante-quatre mille cent trente-deux Dollars des Etats-Unis et soixante-seize Cents) sur la base du taux de change du 30 novembre 2007 où EUR 0,6776 équivaut à 1,- USD et que les Parts Sociales sont librement cessibles à la Société.

Un exemplaire du Certificat, après avoir été signé ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et par le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Sur la base du Certificat et du contrat de contribution et souscription daté du 30 novembre 2007 entre SHELL PETROLEUM N.V. en qualité d'apporteuse et la Société, en tant que receveuse de l'apport, le notaire prend acte du paiement au capital nominal de la Société et de l'affectation au compte prime d'émission de la Société du montant de l'augmentation du capital social objet de la présente Assemblée.

L'Assemblée décide d'émettre et émet 132.650 Parts Sociales à SHELL PETROLEUM N.V.

En conséquence de ce qui précède, l'Assemblée décide d'acter que l'actionnariat de la Société est désormais le suivant:

Associé	Nombre de parts sociales
SHELL PETROLEUM N.V. ....	456.367
Total: .....	456.367

#### Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier le premier paragraphe de l'article 6 des Statuts afin d'y refléter la résolution ci-dessus, de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6. Capital social.** Le capital social de la Société est fixé à EUR 141.473.770,- (cent quarante et un millions quatre cent soixante-treize mille sept cent soixante-dix Euros) représenté par 456.367 (quatre cent cinquante-six mille trois cent soixante-sept) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 310,- (trois cent dix Euros) chacune.»

#### Cinquième résolution

L'Assemblée décide de (i) modifier le registre des parts sociales de la Société afin d'y inscrire le nombre de parts sociales de la Société détenues par SHELL PETROLEUM N.V. et de (ii) donner pouvoir et autorisation à tout gérant de la Société et à tout avocat ou employé de ALLEN & OVERY LUXEMBOURG afin de procéder, au nom de la Société, aux inscriptions dans le registre des parts sociales de la Société.

L'Assemblée décide en outre d'accorder pouvoir et autorisation à tout avocat ou employé de ALLEN & OVERY LUXEMBOURG pour accomplir les formalités nécessaires relatives à l'émission des parts sociales de la Société à SHELL PETROLEUM N.V. auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, et concernant la publication dans

le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, et plus généralement, d'accomplir toutes les formalités nécessaires ou utiles en vue de l'accomplissement de la troisième et de la quatrième résolution.

#### *Déclaration*

Suite à l'apport par SHELL PETROLEUM N.V., ci-avant dénommée, consistant en un apport en nature de 33.500 (trente-trois mille cinq cent) parts sociales détenues par SHELL PETROLEUM N.V. dans SHELL FINANCE LUXEMBOURG S.à.r.l., la Société détient plus de 65% du capital social libéré de SHELL FINANCE LUXEMBOURG S.à.r.l., ci-avant dénommée, une société ayant son centre de gestion effective et son siège statutaire dans un Etat membre de l'Union Européenne, et considérant que la Société a son centre de gestion effective et son siège statutaire dans un Etat membre de l'Union Européenne, la Société se réfère à l'article 4-2 de la loi du 29 décembre 1971, qui prévoit l'exonération du droit d'apport dans un tel cas.

#### *Frais*

Le total des dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société ou dont elle est responsable en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à quinze mille euros.

#### *Constatation*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec Nous notaire le présent acte.

Signé: H. Sevenants, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 11 décembre 2007, Relation GRE/2007/5544. — Reçu 12 euros.

*Le Receveur ff. (signé):* Bentner.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 13 décembre 2007.

J. Seckler.

Référence de publication: 2008003976/231/263.

(070176159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

### **Multi ImmoEast Master Luxembourg Soparfi S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1841 Luxembourg, 2-4, rue du Palais de Justice.

R.C.S. Luxembourg B 115.833.

In the year two thousand and seven, on the thirtieth of November.

Before Us, Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

Appeared:

The company MULTI ImmoEast CENTRAL EUROPEAN RETAIL PROPERTY FUND C.V., with registered office at Hanzeweg 16, NL-2803 MC Gouda (The Netherlands),

here represented by Mr Paul Marx, docteur en droit, residing professionally in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed ne varietur by the notary and the proxy-holder, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, duly represented by Mr. Paul Marx, pre-named, declared and requested the notary to act:

I.- That the private limited company (société à responsabilité limitée) MULTI ImmoEast MASTER LUXEMBURG SOPARFI S.à r.l., R.C.S. Luxembourg section B number 115.833, with registered office in L-1841 Luxembourg, 2-4, rue du Palais de Justice, was incorporated by a deed received by Maître Henri Hellinckx, then notary residing in Mersch (Grand Duchy of Luxembourg) and now in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on March 24, 2006, published in the Mémorial C number 1304 of July 6, 2006.

II.- That the subscribed capital of the private limited company MULTI ImmoEast MASTER LUXEMBURG SOPARFI S.à r.l., pre-named, presently amounts to twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by five hundred (500) shares of twenty-five Euro (25.-) each.

III.- That the appearing party is the sole shareholder of the private limited company MULTI ImmoEast MASTER LUXEMBURG SOPARFI S.à r.l. and that it has taken the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder decides to dissolve the company and to liquidate its assets.

*Second resolution*

The sole shareholder decides to appoint the private limited company FACTS SERVICES S.à r.l., with registered office in L-1724 Luxembourg, boulevard Prince Henri, 41, BP 567, R.C.S. Luxembourg section B number 98.790, as liquidator with the broadest power mentioned in the articles 144 to 148 of the Corporate Act of August 10, 1915, who will be remunerated accordingly.

*Third resolution*

The sole shareholder gives discharge to the manager, the company MULTI-ImmoEast ASSET MANAGEMENT GmbH, for the performance of its mandate.

*Costs*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately seven hundred and fifty Euro.

The undersigned notary who understands and speaks English and French states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the latter signed together with Us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction en langue française du texte qui précède:**

L'an deux mille sept, le trente novembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A comparu:

La société MULTI ImmoEast CENTRAL EUROPEAN RETAIL PROPERTY FUND C.V., avec siège social à Hanzeweg 16, NL-2803 MC Gouda (Pays-Bas),

ici représentée par Monsieur Paul Marx, docteur en droit, domicilié professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le notaire et le mandataire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle comparante, dûment représentée par Monsieur Paul Marx, préqualifié, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit sa déclaration:

I.- Que la société à responsabilité limitée MULTI ImmoEast MASTER LUXEMBURG SOPARFI S.à r.l., R.C.S. Luxembourg section B numéro 115.833, avec siège social à L-1841 Luxembourg, 2-4, rue du Palais de Justice, a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, alors notaire de résidence à Mersch (Grand-Duché de Luxembourg) et maintenant à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 24 mars 2006, acte publié au Mémorial C numéro 1304 du 6 juillet 2006.

II.- Que le capital social de la société à responsabilité limitée MULTI ImmoEast MASTER LUXEMBURG SOPARFI S.à r.l., prédésignée, s'élève actuellement à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,-) chacune.

III.- Que la comparante est la seule et unique associée de la société à responsabilité limitée MULTI ImmoEast MASTER LUXEMBURG SOPARFI S.à r.l. et qu'elle a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associée unique décide de dissoudre la société et de liquider ses actifs.

*Deuxième résolution*

L'associée unique décide de nommer la société à responsabilité limitée FACTS SERVICES S.à r.l., avec siège social à L-1724 Luxembourg, 41, boulevard Prince Henri, BP 567, R.C.S. Luxembourg section B number 98.790, comme liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 de la Loi sur les Sociétés Commerciales du 10 août 1915, qui sera rémunéré en conséquence.

*Troisième résolution*

L'associée unique donne décharge au gérant, la société MULTI-ImmoEast ASSET MANAGEMENT GmbH, pour l'exercice de son mandat.



6569

*Frais*

Tous les frais et honoraires incombant à la société en raison des présentes sont évalués à la somme de sept cent cinquante Euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. Marx, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 11 décembre 2007, Relation GRE/2007/5537. — Reçu 12 euros.

*Le Receveur ff. (signé):* Bentner.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 20 décembre 2007.

J. Seckler.

Référence de publication: 2008003975/231/94.

(070175845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

---

**I.C.C.Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9663 Kautenbach, 10, rue de Vianden.

R.C.S. Luxembourg B 93.292.

—

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

*ICC LUXEMBOURG SARL*

*Signature*

Référence de publication: 2008004059/557/14.

Enregistré à Diekirch, le 18 décembre 2007, réf. DSO-CL00238. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé):* J. Tholl.

(070175592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

---

**Société Générale Financière de Constructions Immobilières S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 59.777.

**Impresa Costruzioni Ricostruzioni Estero, S.à r.l., en abrégé I.CO.RI. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 53.299.

—

**LIQUIDATIONS**

*Extrait*

Par jugements rendus en date du 6 décembre 2007, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, sixième chambre, après avoir entendu Monsieur le Juge Commissaire Jean-Paul Meyers, en son rapport oral, le Liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme SOCIETE GENERALE FINANCIERE DE CONSTRUCTIONS IMMOBILIERES S.A. et de la société à responsabilité limitée IMPRESA COSTRUZIONI RICOSTRUZIONI ESTERO s.à.r.l., en abrégé I.CO.RI. s.à.r.l.

Ces mêmes jugements ont mis les frais à la charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2007.

Pour extrait conforme

M<sup>e</sup> J. Burel

Liquidateur

Référence de publication: 2008004043/5958/28.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2007, réf. LSO-CL02999. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2007, réf. LSO-CL03003. - Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070174668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

(070174670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2007.

---

**I.C.C.Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9663 Kautenbach, 10, rue de Vianden.

R.C.S. Luxembourg B 93.292.

---

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

ICC LUXEMBOURG SARL

Signature

Référence de publication: 2008004062/557/14.

Enregistré à Diekirch, le 18 décembre 2007, réf. DSO-CL00237. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070175594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2007.

---

**"Le Goût du Vin", S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5482 Wormeldange, 8, rue Remeschter.

R.C.S. Luxembourg B 43.703.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008004078/8462/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2007, réf. LSO-CL06875. - Reçu 97 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070176061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

---

**"Le Goût du Vin", S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5482 Wormeldange, 8, rue Remeschter.

R.C.S. Luxembourg B 43.703.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008004081/8462/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2007, réf. LSO-CL06880. - Reçu 97 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070176057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

---

**Kilux Soparfi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9227 Diekirch, 52, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 115.674.

---

Le bilan au 30 juin 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 27 décembre 2007.

*Pour la société*  
COFINOR S.A.  
Signature  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2008004343/2602/16.

Enregistré à Diekirch, le 5 décembre 2007, réf. DSO-CL00024. - Reçu 24 euros.

*Le Receveur (signé): J. Tholl.*

(070175990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

---

**Luna S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 27.700.

Le bilan au 30 juin 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.  
Signature

Référence de publication: 2008004088/657/13.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2007, réf. LSO-CL05469. - Reçu 28 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070176015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

---

**Luna S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 27.700.

Le bilan au 30 juin 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.  
Signature

Référence de publication: 2008004090/657/13.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2007, réf. LSO-CL05470. - Reçu 26 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070176013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

---

**Luna S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 27.700.

Le bilan au 30 juin 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.  
Signature

Référence de publication: 2008004091/657/13.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2007, réf. LSO-CL05471. - Reçu 28 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070176011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

---

**Taurus Euro Retail Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 240.700,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 111.578.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2007.

MERCURIA SERVICES

Signature

Référence de publication: 2008004135/1005/15.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2007, réf. LSO-CL03119. - Reçu 34 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070175858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

---

**Deichthal S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 24.142.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WILSON ASSOCIATES

Signature

Référence de publication: 2008004178/803/13.

Enregistré à Luxembourg, le 20 décembre 2007, réf. LSO-CL05802. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070176091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

---

**Deichthal S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 24.142.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WILSON ASSOCIATES

Signature

Référence de publication: 2008004179/803/13.

Enregistré à Luxembourg, le 20 décembre 2007, réf. LSO-CL05805. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070176090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

---

**Amistà S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1343 Luxembourg, 3, Montée de Clausen.  
R.C.S. Luxembourg B 87.882.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Administrateur

Référence de publication: 2008004189/303/13.

Enregistré à Luxembourg, le 14 décembre 2007, réf. LSO-CL04181. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070176157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

---

**Queristics Finance, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 104.051.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*QUERISTICS FINANCE S. à r.l.*

LOUV S. à r. l.

Gérant Unique

Signatures

Référence de publication: 2008004565/795/15.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2007, réf. LSO-CL06534. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

**Columbus, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 65.315.

Le bilan au 2 octobre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Signatures.

Référence de publication: 2008004555/3085/12.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2008, réf. LSO-CM00129. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

**International Investment of Luxembourg Holding, Société Anonyme.**

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 23.487.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008004504/554/12.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL04960. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070176850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2007.

**Investissement P.M.B. S.A. Holding, Société Anonyme.**

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 46.636.

Le bilan au 31 décembre 1996 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008004465/554/12.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL04973. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070176863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2007.

**International Fashion SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-3898 Foetz, 2, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 85.302.

—  
*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 20 décembre 2007*

L'assemblée générale a pris à l'unanimité, la résolution suivante:

L'assemblée générale accepte la démission du conseil d'administration à savoir:

Monsieur Miloud Akdime, administrateur-délégué, demeurant 11, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg,

Monsieur Jamal Akdime, administrateur, demeurant 19, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg et

Madame Chantal Bourgasser, administrateur, demeurant 19, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg.

L'assemblée générale décide de nommer:

La société BALEIRA FINANCIAL CORP demeurant PO BOX 3152 Road Town, Tortola, British Virgin Islands en qualité d'administrateur, la société ZANDI HOLDINGS SA demeurant PO BOX 3152 Road Town, Tortola, British Virgin Islands en qualité d'administrateur, Monsieur Olivier Naudin, ouvrier, demeurant 10, rue du Fort Bourbon L-1249 Luxembourg en qualité d'administrateur et Monsieur Olivier Naudin, ouvrier, demeurant 10, rue du Fort Bourbon L-1249 Luxembourg en qualité d'administrateur-délégué.

Les mandats des administrateurs et de l'administrateur-délégué prendront fin à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2010.

Luxembourg, le 20 décembre 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008004461/5372/26.

Enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 2007, réf. LSO-CL06242. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070176188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

**Investissement P.M.B. S.A. Holding, Société Anonyme.**

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 46.636.

—  
Le bilan au 31 décembre 2000 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008004460/554/12.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL04999. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070176871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2007.

**PIN Group AG, Société Anonyme.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 15, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 111.151.

—  
*Auszug der ausserordentlichen Generalversammlung vom 20. Dezember 2007*

1. Die Herren Bodo Hombach, Rudolf Knepper, Karsten Böhrs, Dr. Jochen Gutbrod, Christian Nienhaus, Dr. Julian Deutz, Herrn Josef Ting, Clemens Bauer, Herbert Flecken, Dr. Jörg Schweikart, Dr. Markus-Günther, Peter Würtenberger und Steffen Naumann haben ihr Mandat als Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft mit Wirkung zum 20. Dezember 2007 niedergelegt. Herr Günter Thiel hat sein Mandat als Delegierter des Verwaltungsrats sowie als Mitglied des Verwaltungsrats mit Wirkung zum 17. Dezember 2007 niedergelegt. Herr Karsten Böhrs und Herr Dr. Julian Deutz haben ihre Mandate als Delegierte des Verwaltungsrats ebenfalls mit Wirkung zum 20. Dezember 2007 niedergelegt.

2. Die Anzahl der Mitglieder des Verwaltungsrats der Gesellschaft wurde von 14 auf 4 reduziert.

3. Die Herren:

- Horst Piepenburg, Rechtsanwalt, geboren am 9. März 1954 in Rees (Deutschland), geschäftsansässig in D-40213 Düsseldorf, Heinrich Heine Allee 20,

- Hans-Joachim Ziems, Unternehmensberater, geboren am 13. Februar 1954 in Bochum (Deutschland), geschäftsansässig in D-50677 Köln, Lothringer Strasse 56,

- Herr Dr. Peter Minuth, Rechtsanwalt, geboren am 18. Juni 1967, in Düsseldorf (Deutschland), geschäftsansässig in D-40213 Düsseldorf, Heinrich Heine Allee 20,

- Herr Elmar Geissinger, Diplom-Kaufmann, geboren am 4. Februar 1968 in Bad Canstatt (Deutschland) geschäftsansässig in D-80801 München Franz-Josef-Str. 12

wurden mit Wirkung zum 20. Dezember 2007 zu neuen Mitgliedern des Verwaltungsrats der Gesellschaft bestellt. Die Mandate enden mit der nächsten ordentlichen Generalversammlung in 2008.

Die vorgenannten Mitglieder des Verwaltungsrats sind jeweils einzelzeichnungsberechtigt und vertreten somit die Gesellschaft durch Einzelunterschrift.

Zwecks Eintragung und Veröffentlichung im Amtsblatt, Memorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 20. Dezember 2007.

*Für den Verwaltungsrat*

Unterschrift

Référence de publication: 2008004477/1040/34.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2007, réf. LSO-CL06468. - Reçu 16 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070176272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

---

**Kebo International S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 18.385.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2007.

H. Hellinckx

*Notaire*

Référence de publication: 2008004671/242/12.

(070176106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

---

**LPCom, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7471 Saeul, 12A, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 124.962.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 12 décembre 2007.

*Pour la société*

A. Holtz

*Notaire*

Référence de publication: 2008004664/2724/13.

(070176002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

---

**By One European, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6370 Haller, 2, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 128.364.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 10 décembre 2007.

*Pour la société*

A. Holtz

*Notaire*

Référence de publication: 2008004662/2724/13.

(070175956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

---

**United in Sports Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 113.597.

En date du 6 décembre 2007, SOCEF, gérant de la Société a changé son nom comme suit:

- LOUIS DREYFUS FINANZ AG

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 décembre 2007.

UNITED IN SPORTS MANAGEMENT S.A R.L.

Signature

Référence de publication: 2008004421/250/16.

Enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 2007, réf. LSO-CL06002. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070176068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2007.

**Gemmeco, Société Coopérative.**

Siège social: L-4063 Esch-sur-Alzette, 1, rue Pierre Claude.

R.C.S. Luxembourg B 66.425.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008003658/8402/12.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2007, réf. LSO-CL03871. - Reçu 95 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070170597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2007.

**Gemmeco, Société Coopérative.**

Siège social: L-4063 Esch-sur-Alzette, 1, rue Pierre Claude.

R.C.S. Luxembourg B 66.425.

Le bilan au 31 décembre 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008003659/8402/12.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2007, réf. LSO-CL03870. - Reçu 95 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070170596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2007.

**European Assets Group Holding, Société Anonyme.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 55, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 77.688.

Le bilan au 31 décembre 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2007.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2008003662/1421/14.

Enregistré à Luxembourg, le 26 novembre 2007, réf. LSO-CK06664. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070170068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2007.